

<i>Trifolium pratense</i> L.	Trèfle violet	TG/5/7 du 4.4.2001
<i>Trifolium repens</i> L.	Trèfle blanc	TG/38/7 du 9.4.2003
<i>Vicia faba</i> L.	Févérole	TG/8/6 du 17.4.2002
<i>Vicia sativa</i> L.	Vesce commune	TG/32/6 du 21.10.1988

## 2° espèces de légumes

Dénomination scientifique	Dénomination usuelle	Principe directeur de l'UPOV
<i>Beta vulgaris</i> L.	Poirée	TG/106/4 du 31.3.2004
<i>Brassica rapa</i> L.	navet de printemps/navet d'automne	TG/37/10 du 4.4.2001
<i>Cichorium intybus</i> L.	chicorée witloof, chicorée à larges feuilles	TG/154/3 du 18.10.1996
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Potiron	TG/155/4 rev. du 28/03/2007 + 01/04/2009
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radis noir	TG/63/6 du 24.3.1999
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhubarbe	TG/62/6 du 24.3.1999
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Scorsonère	TG/116/4 du 24.3.2010

Le texte de ces protocoles peut être consulté sur le site web de l'UPOV ([www.upov.int](http://www.upov.int)).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juin 2012 modifiant les annexes I<sup>er</sup> et II de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 avril 2007 concernant les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes.

Bruxelles, le 8 juin 2012.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2050

[2012/203922]

**5 JUILLET 2012. — Décret transposant la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition d'introduction*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures.

CHAPITRE II. — *Champ d'application et définitions*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux créances afférentes :

1° à l'ensemble des taxes, impôts et droits quels qu'ils soient, perçus :

a) par la Région wallonne ou un Etat membre de l'Union européenne, ou pour le compte de la Région wallonne ou d'un Etat membre de l'Union européenne;

b) par les subdivisions territoriales ou administratives, y compris les administrations locales de la Région wallonne ou d'un Etat membre de l'Union européenne ou pour le compte de ceux-ci;

c) pour le compte de l'Union européenne.

Ce décret n'est toutefois pas d'application aux taxes, impôts et droits perçus par la Région wallonne ou pour son compte pour lesquels le Service public fédéral Finances assure la perception et le recouvrement;

2° aux restitutions, aux interventions et aux autres mesures fédérales faisant partie du système de financement intégral ou partiel du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), y compris les montants à percevoir dans le cadre de ces actions;

3° aux cotisations et autres droits prévus dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre.

§ 2. Le champ d'application du présent décret inclut aussi :

1° les sanctions, amendes, redevances et majorations administratives liées aux créances pouvant faire l'objet d'une demande d'assistance conformément au § 1<sup>er</sup>, infligées par les autorités administratives chargées de l'établissement des taxes, impôts ou droits concernés ou des enquêtes administratives y afférentes, ou ayant été confirmées, à la demande desdites autorités administratives, par des organes administratifs ou judiciaires;

2° les redevances régionales, provinciales ou communales wallonnes perçues pour les attestations et les documents similaires délivrés dans le cadre de procédures administratives relatives aux taxes, impôts et droits;

3° les intérêts et frais relatifs aux créances pouvant faire l'objet d'une demande d'assistance conformément au § 1<sup>er</sup> ou aux 1° du présent paragraphe.

§ 3. Le présent décret ne couvre pas :

- 1° les cotisations de sécurité sociale obligatoires;
- 2° les redevances qui ne sont pas visées au § 2;
- 3° les droits de nature contractuelle, tels que la contrepartie versée pour un service d'utilité publique;
- 4° les sanctions pénales infligées sur la base de poursuites à la diligence du ministère public ou les autres sanctions pénales qui ne sont pas visées au § 2, 1°.

**Art. 3.** Aux fins du présent décret, on entend par :

- 1° "Etat membre" : sauf stipulation contraire, un Etat membre de l'Union européenne, autre que la Belgique;
- 2° "Directive" : la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures;
- 3° "autorité belge" : autorité compétente pour introduire une demande d'assistance concernant une créance visée à l'article 2 auprès d'une autorité étrangère ou pour recevoir et traiter une telle demande d'une autorité étrangère.

Celle-ci comprend :

a) "le bureau central de liaison" : tel que défini dans l'accord de coopération à conclure en application de l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles;

b) "un bureau de liaison ou un service de liaison" désigné par le Gouvernement wallon;

4° "autorité étrangère" : le bureau central de liaison, un bureau de liaison ou un service de liaison habilité pour introduire une demande d'assistance concernant une créance visée à l'article 2 auprès de l'autorité belge compétente ou pour recevoir et traiter une telle demande de l'autorité belge compétente;

5° "personne" :

- a) une personne physique;
- b) une personne morale;
- c) une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut juridique de personne morale; ou
- d) toute autre construction juridique quelle que soit sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts relevant du présent décret;

6° "par voie électronique" : au moyen d'équipements électroniques de traitement de données, y compris la compression numérique, et de stockage des données, et en utilisant le fil, la radio, les moyens optiques ou d'autres moyens électromagnétiques;

7° "titre exécutoire uniformisé" : le titre tel qu'il est repris dans le Règlement d'exécution (UE) n° 1189/2011 de la Commission du 18 novembre 2011 fixant les modalités d'application relatives à certaines dispositions de la Directive 2010/24/UE du Conseil concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures.

### CHAPITRE III. — Echange d'informations sans demande préalable

**Art. 4.** Lorsqu'un montant de taxes, impôts ou droits, autres que la taxe sur la valeur ajoutée, doit être remboursé à une personne établie ou résidant dans un Etat membre, l'autorité belge compétente à partir de laquelle le remboursement doit être effectué peut en informer l'autorité étrangère de cet Etat membre.

### CHAPITRE IV. — Règles concernant la demande d'assistance par la Région wallonne, ainsi que par ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales à un Etat membre

#### Section 1<sup>re</sup>. — Demande d'informations

**Art. 5.** L'autorité belge compétente peut demander à une autorité étrangère toute information qui peut vraisemblablement lui être pertinente pour le recouvrement de ses créances visées à l'article 2.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente peut convenir avec une autorité étrangère que les fonctionnaires habilités par l'autorité belge compétente peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité étrangère :

- 1° être présents dans les bureaux où les administrations de l'Etat membre requis exécutent leurs tâches;
- 2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'Etat membre requis;
- 3° assister les fonctionnaires compétents de l'Etat membre requis dans le cadre des procédures judiciaires engagées dans cet Etat membre.

Dans la mesure où la législation applicable de l'Etat membre requis le permet, l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peut prévoir que les fonctionnaires habilités par l'autorité belge compétente peuvent interroger des personnes et examiner des dossiers.

§ 2. Les fonctionnaires habilités par l'autorité belge compétente qui font usage des possibilités offertes par le § 1<sup>er</sup> sont toujours en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

#### Section 2. — Demande de notification

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente peut adresser une demande de notification à une autorité étrangère de l'ensemble des documents, y compris ceux comportant une dimension judiciaire, qui émanent de l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne et qui se rapportent à une créance visée à l'article 2 ou au recouvrement de celle-ci.

§ 2. La demande de notification s'accompagne d'un formulaire type comportant au minimum les informations suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du destinataire et tout autre renseignement utile à son identification;
- 2° l'objet de la notification et le délai dans lequel elle doit être effectuée;

3° une description du document qui est joint ainsi que la nature et le montant de la créance concernée;

4° les noms, adresses et coordonnées :

a) du bureau responsable du document qui est joint et, si c'est un autre bureau;

b) du bureau auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues concernant le document notifié ou concernant les possibilités de contestation de l'obligation de paiement.

§ 3. L'autorité belge compétente n'introduit de demande de notification au titre du présent article que si l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne n'est pas en mesure de procéder à la notification conformément aux dispositions en vigueur en Belgique applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales régissant la notification du document concerné ou lorsque cette notification donnerait lieu à des difficultés disproportionnées.

**Art. 8.** La notification prévue à l'article 7 s'applique sans préjudice de toute autre forme de notification utilisée par l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne compétente conformément aux dispositions législatives et réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales et aux pratiques administratives y applicables.

L'administration régionale, communale ou provinciale wallonne compétente peut aussi notifier tout document directement par courrier recommandé ou électronique à une personne établie sur le territoire d'un Etat membre.

### Section 3. — Demande de recouvrement ou de mesures conservatoires

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente peut transmettre à une autorité étrangère une demande de recouvrement des créances qui font l'objet d'un titre exécutoire.

L'autorité belge compétente ne peut présenter de demande de recouvrement aussi longtemps que la créance et/ou le titre exécutoire font l'objet d'une contestation en Belgique, sauf dans les cas où l'article 24, § 2, est applicable.

§ 2. L'autorité belge compétente peut uniquement présenter une demande de recouvrement lorsque, en Belgique, toutes les procédures de recouvrement appropriées disponibles en Belgique applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales ont été épuisées, sauf dans les cas suivants :

1° lorsqu'il est manifeste qu'il n'existe pas, en Belgique, d'actifs pouvant être recouverts ou que ces procédures ne se traduiront pas par le paiement intégral de la créance et que l'autorité belge compétente dispose d'informations spécifiques montrant que la personne concernée dispose d'actifs dans l'Etat membre requis;

2° lorsque l'usage des procédures en vigueur en Belgique applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales donne lieu à des difficultés disproportionnées.

§ 3. L'autorité belge compétente adresse à l'autorité étrangère, dès qu'elle en a connaissance, tous renseignements utiles se rapportant à la créance qui a motivé la demande de recouvrement.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Une demande de recouvrement s'accompagne d'un titre exécutoire uniformisé.

Ce titre exécutoire uniformisé reflète la substance du titre exécutoire initial et comporte au minimum les informations suivantes :

1° les informations permettant d'identifier le titre exécutoire initial, une description de la créance, y compris sa nature, la période couverte par la créance, toutes les dates pertinentes pour la procédure d'exécution, le montant de la créance et de ses différentes composantes tels que le principal, les intérêts courus, etc.;

2° le nom du débiteur et tout autre renseignement utile à son identification;

3° les noms, adresses et coordonnées :

a) du bureau responsable de l'établissement de la créance et, si c'est un autre bureau;

b) du bureau auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues concernant la créance ou concernant les possibilités de contestation de l'obligation de paiement.

§ 2. La demande de recouvrement peut être accompagnée d'autres documents relatifs à la créance concernée et qui émanent de l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne compétente.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente informe immédiatement l'autorité étrangère de toute modification de sa demande de recouvrement ou du retrait de cette dernière, en précisant les raisons de cette modification ou de ce retrait.

§ 2. Si la modification de la demande intervient à la suite d'une décision de l'instance compétente sur la contestation visée à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, l'autorité belge compétente transmet à l'autorité étrangère cette décision et lui fournit un titre exécutoire uniformisé révisé.

Les articles 10, 23 et 24 s'appliquent en ce qui concerne le titre révisé.

**Art. 12.** L'autorité belge compétente peut demander à l'autorité étrangère de prendre des mesures conservatoires en vue de garantir le recouvrement lorsque la créance ou le titre exécutoire en Belgique est contesté au moment où la demande est présentée, ou lorsque la créance ne fait pas encore l'objet d'un titre exécutoire, si ces mesures conservatoires sont également possibles, dans une situation similaire, en vertu de la législation belge applicable en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales et des pratiques administratives y applicables.

La demande de mesures conservatoires peut être accompagnée d'autres documents relatifs à la créance concernée et qui émanent de l'administration régionale, communale ou provinciale wallonne compétente.

**Art. 13.** Aux fins de la mise en œuvre de l'article 12, les articles 9, § 3, 11, 19, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 23 et 24 s'appliquent par analogie.

CHAPITRE V. — Règles concernant l'octroi de l'assistance par la Région wallonne, ainsi que par ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales à un Etat membre

Section 1<sup>re</sup>. — Demande d'informations

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente fournit à la demande d'une autorité étrangère toute information qui peut vraisemblablement être pertinente pour l'autorité étrangère pour le recouvrement de ses créances au sens de l'article 2.

En vue de la communication de ces informations, l'autorité belge compétente fait effectuer toute enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces dernières.

§ 2. L'autorité belge compétente n'est pas tenue de transmettre des informations :

1° qu'elle ne serait pas en mesure d'obtenir pour le recouvrement de créances similaires nées en en Région wallonne ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales;

2° qui divulgueraient un secret commercial, industriel ou professionnel;

3° dont la communication serait de nature à porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public en Belgique.

§ 3. L'autorité belge compétente ne peut pas refuser de fournir des informations pour la seule raison que les informations en question sont détenues par une banque, un autre établissement financier, une personne désignée ou agissant en capacité d'agent ou de fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

§ 4. L'autorité belge compétente informe l'autorité étrangère des motifs qui s'opposent à ce que la demande d'informations soit satisfaite.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente peut convenir avec une autorité étrangère que des fonctionnaires habilités par l'autorité étrangère peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité belge compétente :

1° être présents, en Région wallonne ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales, dans les bureaux où les administrations exécutent leurs tâches;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire belge;

3° assister les fonctionnaires wallons compétents dans le cadre des procédures judiciaires engagées en Belgique.

Dans la mesure où la législation belge applicable en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales le permet, l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, peut prévoir que des fonctionnaires de l'autorité étrangère peuvent interroger des personnes et examiner des dossiers.

§ 2. Les fonctionnaires habilités par l'autorité étrangère qui font usage des possibilités offertes par le § 1<sup>er</sup> sont toujours en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

Section 2. — Demande de notification

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. A la demande d'une autorité étrangère, l'autorité belge compétente notifie au destinataire l'ensemble des documents, y compris ceux comportant une dimension judiciaire, qui émanent de l'autorité établie dans l'Etat membre requérant et qui se rapportent à une créance visée à l'article 2 ou au recouvrement de celle-ci pour autant que cette notification réponde aux conditions détaillées à l'article 7, § 2.

§ 2. L'autorité belge compétente informe sans délai l'autorité étrangère de la suite donnée à sa demande de notification, et plus particulièrement de la date de notification du document au destinataire.

**Art. 17.** L'autorité belge veille à ce que la notification en Belgique se fasse conformément aux dispositions législatives et réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales et aux pratiques administratives y applicables.

Section 3. — Demande de recouvrement ou de mesures conservatoires

**Art. 18.** A la demande d'une autorité étrangère, l'autorité belge compétente recouvre les créances qui font l'objet d'un titre exécutoire dans l'Etat membre requérant.

Une demande de recouvrement est accompagnée d'un titre exécutoire uniformisé qui remplit les conditions mentionnées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>. Ce titre uniformisé rend possible les exécutions et saisies conservatoires en Belgique et constitue le fondement unique des mesures de recouvrement et des mesures conservatoires prises en Belgique sur la base de cette demande de recouvrement. Aucun acte visant à faire reconnaître, à compléter ou à remplacer le titre uniformisé n'est nécessaire.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins du recouvrement en Belgique, toute créance faisant l'objet d'une demande de recouvrement est traitée comme une créance wallonne, sauf disposition contraire prévue dans le présent décret. L'administration régionale, provinciale ou communale wallonne met en œuvre les compétences et les procédures définies par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales aux créances relatives aux mêmes droits, impôts ou taxes ou, à tout le moins, à des droits, impôts ou taxes similaires, sauf disposition contraire du présent décret.

Si elle considère que les mêmes droits, impôts ou taxes ou des droits, impôts ou taxes similaires ne sont pas perçus sur son territoire, l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne met en œuvre les compétences et les procédures définies par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales, aux créances relatives à l'impôt des personnes physiques

Les créances étrangères pour lesquelles l'assistance est demandée, ne jouissent toutefois d'aucun privilège.

L'administration régionale, provinciale ou communale wallonne procède au recouvrement de la créance en euro.

§ 2. L'autorité belge compétente informe immédiatement l'autorité étrangère des suites qu'elle a données à sa demande de recouvrement.

§ 3. A compter de la date de réception de la demande de recouvrement, l'autorité belge compétente tient compte des intérêts de retard applicables.

§ 4. L'autorité belge compétente peut, si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales le permettent, octroyer au débiteur un délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné et elle peut appliquer un intérêt aux montants considérés. Elle informe ensuite l'autorité étrangère de toute décision dans ce sens.

§ 5. Sans préjudice de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, l'autorité belge compétente remet à l'autorité étrangère le montant recouvré en rapport avec la créance ainsi que le montant des intérêts visés aux §§ 3 et 4.

**Art. 20.** A la diligence d'une autorité étrangère, l'autorité belge compétente prend des mesures conservatoires, si la législation belge applicable en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales l'y autorise et conformément à ses pratiques administratives, en vue de garantir le recouvrement lorsque la créance ou le titre exécutoire dans l'Etat membre requérant est contesté au moment où la demande est présentée, ou lorsque la créance ne fait pas encore l'objet d'un titre exécutoire dans l'Etat membre requérant, si ces mesures conservatoires sont également possibles, dans une situation similaire, en vertu de la législation nationale et des pratiques administratives de l'Etat membre requérant.

Aucun acte visant à faire reconnaître, compléter ou remplacer le document établi aux fins de la mise en œuvre de mesures conservatoires dans l'Etat membre requérant et relative à la créance faisant l'objet d'une demande d'assistance n'est nécessaire.

Aux fins de la mise en œuvre de l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2, les articles 19, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 21, 23 et 24 s'appliquent par analogie.

**Art. 21.** Si l'autorité étrangère fournit à l'autorité belge compétente un titre exécutoire uniformisé révisé, l'autorité belge compétente poursuit alors la procédure de recouvrement sur la base de ce titre révisé.

Les mesures de recouvrement ou les mesures conservatoires déjà adoptées en Belgique sur la base du titre exécutoire uniformisé initial peuvent être poursuivies sur la base du titre révisé, à moins que la demande n'ait été modifiée en raison de la nullité du titre exécutoire initial dans l'Etat membre requérant ou du titre exécutoire uniformisé en Belgique.

Les articles 18, 23, et 24 s'appliquent en ce qui concerne le titre révisé.

#### *Section 4. — Limites aux obligations de l'autorité belge compétente requise*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité belge compétente n'est pas tenue d'accorder l'assistance prévue aux articles 18 à 21 si, en raison de la situation du débiteur, le recouvrement de la créance est de nature à susciter de graves difficultés d'ordre économique ou social en Belgique, pour autant que les dispositions législatives et réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales et les pratiques administratives y applicables permettent une telle exception dans le cas des créances wallonnes.

§ 2. L'autorité belge compétente n'est pas tenue d'accorder l'assistance prévue aux articles 14 à 21 si la demande d'assistance initiale effectuée selon les articles 14, 15, 16, 18 ou 20 concerne des créances pour lesquelles plus de cinq ans se sont écoulés entre la date d'échéance de la créance dans l'Etat membre requérant et la date de ladite demande initiale.

Toutefois, dans les cas où la créance ou le titre exécutoire initial permettant l'adoption de mesures exécutoires dans l'Etat membre requérant font l'objet d'une contestation, le délai de cinq ans est réputé commencer à partir du moment où il est établi dans l'Etat membre requérant que la créance ou le titre exécutoire en cause ne peuvent plus faire l'objet d'une contestation.

En outre, dans les cas où un délai de paiement ou un échelonnement des paiements sont accordés par l'Etat membre requérant, le délai de cinq ans est réputé commencer dès le moment où le délai de paiement a expiré dans sa totalité.

Toutefois, dans ces cas, l'autorité belge compétente n'est pas obligée de fournir une assistance en ce qui concerne les créances pour lesquelles plus de dix ans se sont écoulés depuis la date d'échéance à laquelle la créance est devenue exigible dans l'Etat membre requérant.

§ 3. L'autorité belge compétente ne fournit pas d'assistance si le montant total des créances régies par le présent décret et les autres loi, décret et ordonnance transposant la Directive, pour lesquelles l'assistance est demandée est inférieur à 1.500 euros.

§ 4. L'autorité belge compétente informe l'autorité étrangère des motifs qui s'opposent à ce que la demande d'assistance soit satisfaite.

### *CHAPITRE VI. — Dispositions générales*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Différends*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les différends concernant une créance née en Région wallonne, le titre exécutoire belge initial ou le titre exécutoire uniformisé permettant l'adoption de mesures exécutoires dans un Etat membre ainsi que les différends portant sur la validité d'une notification effectuée à la diligence de l'autorité belge compétente, sont du ressort de l'instance belge compétente.

Lorsqu'une action visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> a été portée devant l'instance belge compétente, l'autorité belge compétente en informe l'autorité étrangère concernée et lui indique les éléments de la créance qui ne font pas l'objet d'une contestation.

Si, au cours de la procédure de recouvrement en Belgique la créance d'origine étrangère, le titre exécutoire initial d'un Etat membre ou le titre exécutoire uniformisé permettant l'adoption de mesures exécutoires en Belgique sont contestés par une partie intéressée, l'autorité belge compétente l'informe que l'action doit être portée devant l'instance compétente de l'Etat membre d'origine de la créance, conformément aux règles de droit en vigueur dans celui-ci.

§ 2. Les différends concernant les mesures de recouvrement prises en Belgique dans le cadre de l'assistance ou la validité d'une notification effectuée en Belgique dans le cadre de l'assistance, sont portés devant l'instance belge compétente, conformément aux dispositions législatives et réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales.



**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Dès que l'autorité belge compétente a été informée des éléments visés à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, soit par l'autorité étrangère, soit par la partie intéressée, elle suspend la procédure de recouvrement, en ce qui concerne la partie contestée de la créance, dans l'attente de la décision de l'instance compétente en la matière, sauf quand l'autorité étrangère demande de recouvrer la partie contestée d'une créance.

A la demande de l'autorité étrangère, ou lorsque l'autorité belge compétente l'estime nécessaire, et sans préjudice de l'article 20, l'autorité belge compétente peut prendre des mesures conservatoires pour garantir le recouvrement, dans la mesure où les dispositions législatives ou réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales le permettent.

§ 2. L'autorité belge compétente peut, conformément à ses dispositions législatives et réglementaires et ses pratiques administratives, demander à l'autorité étrangère de recouvrer une créance contestée ou la partie contestée d'une créance, pour autant que les dispositions législatives et réglementaires et les pratiques administratives en vigueur dans l'Etat membre le permettent. Toute demande en ce sens doit être motivée. Si l'issue de la contestation se révèle favorable au débiteur, l'autorité belge compétente est tenue de rembourser toute somme recouvrée, ainsi que toute compensation due, conformément à la législation en vigueur dans l'Etat membre requis.

Sans préjudice de l'article 12, l'autorité belge compétente peut demander à l'autorité étrangère de prendre des mesures conservatoires pour garantir le recouvrement.

§ 3. Si, en Belgique ou dans l'Etat membre concerné, une procédure amiable a été lancée, et que le résultat de la procédure peut avoir une incidence sur la créance pour laquelle l'assistance a été demandée, les mesures de recouvrement prises par l'autorité belge compétente sont suspendues ou arrêtées jusqu'à ce que cette procédure ait été menée à son terme, à moins qu'il ne s'agisse d'une situation de la plus haute urgence résultant d'une fraude ou d'une insolvabilité. Si les mesures de recouvrement sont suspendues ou arrêtées, le § 2 s'applique.

#### Section 2. — Prescription

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Les questions concernant les délais de prescription sont régies exclusivement par les règles de droit en vigueur dans l'Etat membre requérant, y compris la Région wallonne ainsi que ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales.

§ 2. En ce qui concerne la suspension, l'interruption ou la prolongation des délais de prescription, toute mesure de recouvrement de créance adoptée par l'autorité étrangère ou en son nom en réponse à une demande d'assistance et ayant pour effet de suspendre, d'interrompre ou de prolonger le délai de prescription selon les règles de droit en vigueur dans cet Etat membre est réputée produire le même effet en Région wallonne ainsi que dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales, pour autant que les règles de droit en vigueur dans ces dernières prévoient ce même effet.

Si la suspension, l'interruption ou la prolongation du délai de prescription n'est pas possible en vertu des règles de droit en vigueur dans l'Etat membre requis, toute mesure de recouvrement adoptée par l'autorité étrangère ou en son nom conformément à une demande d'assistance et qui, si elle avait été exécutée par l'autorité belge compétente ou en son nom en Belgique, aurait eu pour effet de suspendre, d'interrompre ou de prolonger le délai de prescription selon les règles de droit belge applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales est réputée avoir été prise en Belgique pour ce qui est de l'effet précité.

Les premier et deuxième alinéas s'appliquent sans préjudice du droit de l'autorité belge compétente requérante de prendre des mesures destinées à suspendre, à interrompre ou à prolonger le délai de prescription conformément aux règles de droit belge applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales.

§ 3. L'autorité belge compétente requérante informe l'autorité étrangère de toute mesure qui interrompt, suspend ou prolonge le délai de prescription de la créance pour laquelle le recouvrement ou les mesures conservatoires ont été demandés, ou qui est susceptible de produire un tel effet.

L'autorité belge compétente requise informe l'autorité étrangère de toute mesure qui interrompt, suspend ou prolonge le délai de prescription de la créance pour laquelle le recouvrement ou les mesures conservatoires ont été demandés, ou qui est susceptible de produire un tel effet.

#### Section 3. — Frais

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Outre les montants visés à l'article 19, § 5, l'autorité belge compétente requise s'efforce de récupérer auprès de la personne concernée et de conserver les frais en liaison avec le recouvrement qu'elle a exposés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires belges applicables en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales.

§ 2. L'autorité belge compétente requise renonce à toute demande de remboursement des frais résultant de l'assistance qu'elle accorde en application du présent décret.

Toutefois, lorsque le recouvrement présente une difficulté particulière, qu'il concerne un montant de frais très élevé ou qu'il s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, l'autorité belge compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de modalités de remboursement spécifiques pour le cas en question.

§ 3. L'autorité belge compétente requérante demeure toutefois responsable, à l'égard de l'autorité étrangère requise, de tous les frais supportés et de toutes les pertes subies du fait d'actions reconnues comme non fondées au regard de la réalité de la créance ou de la validité du titre exécutoire établi par l'administration régionale, provinciale ou communale wallonne.

*Section 4. — Formulaires types et moyens de communication*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes d'informations au titre de l'article 5, les demandes de notification au titre de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, les demandes de recouvrement au titre de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, ou les demandes de mesures conservatoires au titre de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, sont envoyées au moyen d'un formulaire type et par voie électronique, à moins que cette solution ne soit impossible pour des raisons techniques. Si possible, ces formulaires sont également utilisés pour toute communication ultérieure relative à la demande.

Le titre exécutoire uniformisé permettant l'adoption de mesures exécutoires dans un Etat membre, le document permettant l'adoption de mesures conservatoires de l'autorité belge compétente requérante et les autres documents visés aux articles 10 et 12 sont également envoyés par voie électronique, à moins que cette solution ne soit impossible pour des raisons techniques.

Le cas échéant, les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, de déclarations et de tout autre document ou encore de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers, qui sont, dans toute la mesure du possible, également envoyés par voie électronique, à moins que cette solution ne soit impossible pour des raisons techniques.

Les formulaires types et les moyens de communication électroniques peuvent également être utilisés aux fins de l'échange d'informations prévu à l'article 4.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux informations et documents reçus dans le cadre d'une présence dans les bureaux administratifs en Région wallonne ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales ou de la participation aux enquêtes administratives en Région wallonne ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales prévues à l'article 15.

§ 3. Le fait que la communication ne s'effectue pas par voie électronique ou au moyen de formulaires types ne compromet pas la validité des informations obtenues ou des mesures prises en réponse à une demande d'assistance.

*Section 5. — Régime linguistique*

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'assistance, tout formulaire type de notification et tout titre uniformisé est envoyé dans la langue officielle, ou une des langues officielles, de l'Etat membre requis ou accompagné d'une traduction dans la langue considérée. L'autorité belge compétente requérante peut toutefois convenir avec l'autorité étrangère que certaines parties de ces documents soient rédigées dans une langue autre que la langue officielle, ou qu'une des langues officielles, de l'Etat membre requis.

Le fait que certaines parties de documents mentionnés à l'alinéa premier soient rédigées dans une langue autre que la langue officielle, ou qu'une des langues officielles, de l'Etat belge requis ne compromet pas la validité des documents en question ni la validité de la procédure, pour autant que cette autre langue ait fait l'objet d'un accord entre l'autorité belge compétente et l'autorité étrangère.

§ 2. Les documents faisant l'objet d'une demande de notification conformément à l'article 7 peuvent être envoyés à l'autorité étrangère dans une langue officielle de l'Etat belge requérant.

§ 3. Lorsqu'une demande s'accompagne de documents autres que ceux visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'autorité belge compétente requise peut, si nécessaire, exiger de l'autorité étrangère une traduction de ces documents dans une des langues officielles de la Belgique, ou dans toute autre langue convenue de commun accord entre les Etats membres concernés.

*Section 6. — Divulgence des informations et des documents*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Les informations reçues sous quelque forme que ce soit en application du présent décret sont couvertes par le secret officiel et bénéficient de la protection accordée à des informations de même nature par le droit belge applicable en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales.

Ces informations peuvent être communiquées en vue de leur utilisation aux fins de la mise en œuvre de mesures exécutoires ou conservatoires en ce qui concerne les créances couvertes par le présent décret.

§ 2. Les informations communiquées par l'autorité étrangère peuvent être utilisées à des fins autres que celles visées au § 1<sup>er</sup> en Région wallonne ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales lorsque le droit de l'Etat membre fournissant les informations en permettrait l'utilisation à des fins similaires.

Les informations communiquées par l'autorité belge compétente peuvent être utilisées à des fins autres que celles visées au § 1<sup>er</sup> dans l'Etat membre qui les reçoit lorsque le droit belge applicable en Région wallonne et/ou dans ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales en permettrait l'utilisation à des fins similaires.

§ 3. Lorsque l'autorité belge compétente estime que des informations obtenues au titre du présent décret peuvent présenter un intérêt aux fins visées au § 1<sup>er</sup> pour un Etat membre tiers, elle peut transmettre ces informations audit Etat membre tiers, pour autant qu'elle respecte à cet effet les règles et procédures établies dans le présent décret. Elle informe l'Etat membre à l'origine des informations de son intention de partager ces informations avec un troisième Etat membre.

Lorsque l'autorité étrangère informe l'autorité belge compétente de son intention de partager des informations obtenues qui proviennent de la Région wallonne ou de ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales présentant un intérêt aux fins visées au § 1<sup>er</sup> pour un Etat membre tiers, l'autorité belge compétente peut s'opposer à ce partage des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle a été informée par l'autorité étrangère.

§ 4. Lorsque les informations proviennent de la Région wallonne ou de ses subdivisions territoriales ou administratives, y compris locales seule l'autorité belge compétente peut octroyer l'autorisation d'utiliser conformément au § 2 des informations qui ont été transmises conformément au § 3.

§ 5. Les informations communiquées sous quelque forme que ce soit au titre du présent décret peuvent être invoquées ou utilisées comme preuve par l'ensemble des autorités en Région wallonne sur la même base que les informations similaires obtenues en Région wallonne même.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 30.** Le présent décret ne porte pas préjudice à l'exécution de toute obligation de fournir une assistance plus large découlant d'accords ou d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux, y compris dans le domaine de la notification des actes judiciaires ou extrajudiciaires.

**Art. 31.** Chaque demande de recouvrement ou de mesures conservatoires faite par l'autorité belge compétente conformément aux articles 9 à 13 suspend la prescription lorsque la demande concerne une personne physique qui n'est pas domiciliée en Belgique ou une personne morale qui a son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration à l'étranger. La suspension débute à la date à laquelle la demande est introduite auprès de l'autorité étrangère et se termine à la date à laquelle l'autorité étrangère communique que la demande est clôturée.

**Art. 32.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 616 (2011-2012), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 4 juillet 2012.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2050

[2012/203922]

**5. JULI 2012 — Dekret zur Umsetzung der Richtlinie 2010/24/UE des Rates vom 16. März 2010 über die Amtshilfe bei der Beitreibung von Forderungen in Bezug auf bestimmte Steuern, Abgaben und sonstige Maßnahmen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Einleitungsbestimmung*

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2010/24/UE des Rates vom 16. März 2010 über die Amtshilfe bei der Beitreibung von Forderungen in Bezug auf bestimmte Steuern, Abgaben und sonstige Maßnahmen umgesetzt.

KAPITEL II — *Anwendungsbereich und Definitionen*

**Art. 2** - § 1 - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf Forderungen im Zusammenhang mit:

1° Steuern und Abgaben aller Art, die:

a) von der Wallonischen Region oder von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, oder für die Wallonische Region oder für einen Mitgliedstaat der Europäischen Union;

b) von den gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Behörden der Wallonischen Region oder eines Mitgliedstaats der Europäischen Union, oder für diese;

c) oder für die Europäische Union erhoben werden.

Dieses Dekret findet jedoch keine Anwendung auf die Steuern und Abgaben, die von der Wallonischen Region oder für sie erhoben werden, für welche der föderale öffentliche Dienst Finanzen die Erhebung und die Beitreibung gewährleistet;

2° Erstattungen, Interventionen und anderen föderalen Maßnahmen, die Bestandteil des Systems der vollständigen oder teilweisen Finanzierung des Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und des Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), einschließlich der im Rahmen dieser Aktionen zu erhebenden Beiträge, sind;



3° Abschöpfungen und anderen Abgaben im Rahmen der gemeinsamen Marktordnung für den Zuckersektor.

§ 2 - Der Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets umfasst ebenfalls:

1° Geldstrafen, Geldbußen, Gebühren und Zuschläge in Bezug auf Forderungen, für deren Beitreibung gemäß Absatz 1 um Amtshilfe ersucht werden kann und die von den für die Festlegung der betreffenden Steuern oder Abgaben oder die Durchführung der dafür erforderlichen behördlichen Ermittlungen zuständigen Behörden verhängt oder von Verwaltungsorganen oder Gerichten auf Antrag dieser Behörden bestätigt wurden;

2° wallonische regionale, provinzielle oder gemeindliche Gebühren für Bescheinigungen und ähnliche Dokumente, die im Zusammenhang mit Verwaltungsverfahren in Bezug auf Steuern oder Abgaben ausgestellt werden;

3° Zinsen und Kosten im Zusammenhang mit Forderungen, für deren Beitreibung gemäß Absatz 1 oder gemäß Punkt 1° des vorliegenden Paragraphen um Amtshilfe ersucht werden kann.

§ 3 - Diese Richtlinie findet keine Anwendung auf:

1° Pflichtbeiträge zur Sozialversicherung;

2° andere als die in Absatz 2 genannten Gebühren;

3° vertragliche Gebühren, wie Zahlungen an öffentliche Versorgungsbetriebe;

4° strafrechtliche Sanktionen, die auf der Grundlage einer Anklageerhebung im Strafverfahren verhängt werden, oder andere strafrechtliche Sanktionen, die nicht von § 2 1° erfasst sind.

**Art. 3** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° "Mitgliedstaat": außer bei anderslautenden Bestimmungen, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union als Belgien;

2° "Richtlinie": Die Richtlinie 2010/24/UE des Rates vom 16. März 2010 über die Amtshilfe bei der Beitreibung von Forderungen in Bezug auf bestimmte Steuern, Abgaben und sonstige Maßnahmen;

3° "belgische Behörde": eine Behörde, die zuständig ist, um bei einer ausländischen Behörde ein Ersuchen um Amtshilfe bezüglich einer in Artikel 2 erwähnten Forderung einzureichen, oder um ein solches Ersuchen von einer ausländischen Behörde zu empfangen und behandeln.

Diese umfasst:

a) das "zentrale Verbindungsbüro": so wie es in dem in Anwendung von Artikel 92bis, § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen abzuschließenden Zusammenarbeitsabkommen definiert wird;

b) "ein Verbindungsbüro oder eine Verbindungsstelle", das bzw. die von der Wallonischen Regierung bezeichnet wird;

4° "ausländische Behörde": Das zentrale Verbindungsbüro, ein Verbindungsbüro oder eine Verbindungsstelle, das bzw. die ermächtigt ist, um bei der zuständigen belgischen Behörde ein Ersuchen um Amtshilfe bezüglich einer in Artikel 2 erwähnten Forderung einzureichen, oder um ein solches Ersuchen von der zuständigen belgischen Behörde zu empfangen und behandeln.;

5° "Person":

a) eine natürliche Person;

b) eine juristische Person;

c) eine Personenvereinigung, der die Rechtsfähigkeit zuerkannt wurde, die aber nicht über die Rechtsstellung einer juristischen Person verfügt; oder

d) alle anderen Rechtsvereinbarungen gleich welcher Art und Form – mit oder ohne Rechtspersönlichkeit –, die Vermögensgegenstände besitzen oder verwalten, welche einschließlich der daraus erzielten Einkünfte einer der in dem vorliegenden Dekret erfassten Steuern unterliegen;

6° "auf elektronischem Wege": die Verwendung elektronischer Anlagen zur Datenverarbeitung (einschließlich der Datenkomprimierung) und zum Speichern von Daten und unter Einsatz von Draht, Funk, optischer Technologien oder anderer elektromagnetischer Verfahren;

7° "einheitlicher Vollstreckungstitel": Der Bescheid, so wie er in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 1189/2011 der Kommission vom 18. November 2011 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Artikeln der Richtlinie 2010/24/EU des Rates über die Amtshilfe bei der Beitreibung von Forderungen in Bezug auf Steuern, Abgaben und sonstige Maßnahmen angegeben ist.

#### KAPITEL III — Erteilung von Auskünften ohne vorheriges Ersuchen

**Art. 4** - Im Falle einer Erstattung von Steuern oder Abgaben mit Ausnahme der Mehrwertsteuer an eine Person, die in einem Mitgliedstaat niedergelassen oder wohnhaft ist, kann die belgische zuständige Behörde, von der die Erstattung vorgenommen werden soll, die ausländische Behörde dieses Mitgliedstaats über die bevorstehende Erstattung unterrichten.

#### KAPITEL IV — Regeln bezüglich des Ersuchens um Amtshilfe durch die Wallonische Region sowie durch ihre gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, an einen Mitgliedstaat

##### Abschnitt 1 — Auskunftersuchen

**Art. 5** - Die belgische zuständige Behörde kann eine ausländische Behörde um alle Auskünfte ersuchen, die bei der Beitreibung ihrer in Artikel 2 erwähnten Forderungen voraussichtlich erheblich sein werden.

**Art. 6** - § 1 - Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen Behörde vereinbaren, dass unter den von der ausländischen Behörde festgelegten Voraussetzungen die von der belgischen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten:

1° in den Amtsräumen zugegen sein dürfen, in denen die Verwaltungsstellen des ersuchten Mitgliedstaats ihre Tätigkeit ausüben;

2° bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Hoheitsgebiet des ersuchten Mitgliedstaats geführt werden;

3° die zuständigen Bediensteten des ersuchten Mitgliedstaats bei Gerichtsverfahren in diesem Mitgliedstaat unterstützen dürfen..

Sofern dies nach den geltenden Rechtsvorschriften im ersuchten Mitgliedstaat zulässig ist, kann die Vereinbarung in Bezug auf Absatz 1, 2° vorsehen, dass die von der belgischen zuständigen Behörde befugten Bediensteten Einzelpersonen befragen und Aufzeichnungen prüfen dürfen.

§ 2 - Die von der belgischen zuständigen Behörde befugten Bediensteten, die die Möglichkeiten des § 1 nutzen, müssen jederzeit eine schriftliche Vollmacht vorlegen können, aus der ihre Identität und dienstliche Stellung hervorgehen.

#### *Abschnitt 2 — Ersuchen um Zustellung*

**Art. 7 - § 1 -** Die belgische zuständige Behörde kann an eine ausländische Behörde ein Ersuchen um Zustellung aller mit einer Forderung gemäß Artikel 2 oder mit deren Beitreibung zusammenhängenden Dokumente richten, einschließlich der gerichtlichen Dokumente, die aus der wallonischen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen Verwaltung stammen.

§ 2 - Dem Ersuchen um Zustellung ist ein Standardformblatt beizufügen, das mindestens die nachstehenden Angaben enthält:

1° Name, Anschrift und sonstige einschlägige Angaben zur Feststellung des Empfängers;

2° Zweck der Zustellung und Frist, innerhalb derer die Zustellung erfolgen sollte;

3° Bezeichnung des beigefügten Dokuments sowie Art und Höhe der betroffenen Forderung;

4° Name, Anschrift und sonstige Verbindungsdaten bezüglich:

a) der für das beigefügte Dokument zuständigen Stelle sowie, falls es sich um eine andere Stelle handelt,

b) der Stelle, bei der weitere Auskünfte zu dem zugestellten Dokument oder zu den Möglichkeiten, die Zahlungsverpflichtung anzufechten, eingeholt werden können.

§ 3 - Die belgische zuständige Behörde stellt ein Ersuchen um Zustellung gemäß diesem Artikel nur dann, wenn es der wallonischen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen Verwaltung nicht möglich ist, das betreffende Dokument gemäß den in Belgien geltenden, in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbaren Vorschriften für die Zustellung von Dokumenten zuzustellen oder wenn eine solche Zustellung unverhältnismäßige Schwierigkeiten aufwerfen würde.

**Art. 8 -** Die in Artikel 7 vorgesehene Zustellung findet Anwendung unbeschadet jeglicher anderen Zustellungsform, die von der wallonischen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen zuständigen Verwaltung gemäß den belgischen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, benutzt werden, und gemäß den dort anwendbaren Verwaltungspraktiken.

Die wallonische regionale, gemeindliche oder provinzielle Verwaltung kann ebenfalls einer Person im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats jedes Dokument direkt per Einschreiben oder auf elektronischem Wege zustellen.

#### *Abschnitt 3 — Beitreibungsersuchen oder Ersuchen um Sicherungsmaßnahmen*

**Art. 9 - § 1 -** Die belgische zuständige Behörde kann einer ausländischen Behörde ein Ersuchen um die Beitreibung der Forderungen, die Gegenstand eines Vollstreckungstitels sind, übermitteln.

Ausgenommen in den Fällen, auf die Artikel 24 § 2 Anwendung findet, kann die belgische zuständige Behörde kein Beitreibungsersuchen stellen, falls und solange die Forderung und/oder der Vollstreckungstitel in Belgien angefochten werden.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde kann ein Beitreibungsersuchen erst stellen, wenn alle in Belgien verfügbaren, in der Wallonischen Region und/oder in ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbaren Beitreibungsverfahren in Belgien erschöpft worden sind, ausgenommen in folgenden Fällen:

1° Es ist offensichtlich, dass keine Vermögensgegenstände für die Beitreibung in Belgien vorhanden sind oder dass solche Verfahren nicht zur vollständigen Begleichung der Forderung führen, und der belgischen zuständigen Behörde liegen konkrete Informationen vor, wonach die betreffende Person über Vermögensgegenstände im ersuchten Mitgliedstaat verfügt;

2° die Durchführung dieser in Belgien geltenden Verfahren, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, würde unverhältnismäßige Schwierigkeiten aufwerfen.

§ 3 - Erlangt die belgische zuständige Behörde im Zusammenhang mit der Forderung, die dem Beitreibungsersuchen zugrunde liegt, zweckdienliche Informationen, so leitet sie diese unverzüglich an die ausländische Behörde weiter.

**Art. 10 - § 1 -** Jedem Beitreibungsersuchen ist ein einheitlicher Vollstreckungstitel beizufügen.

Dieser einheitliche Vollstreckungstitel, dessen Inhalt im Wesentlichen dem des ursprünglichen Vollstreckungstitels entspricht, enthält mindestens die nachstehenden Angaben:

1° Angaben zur Feststellung des ursprünglichen Vollstreckungstitels, eine Beschreibung der Forderung, einschließlich Angaben zur Art der Forderung, des von der Forderung abgedeckten Zeitraums, sämtliche für die Beitreibung wichtigen Termine, den Betrag der Forderung und ihrer Bestandteile, wie Hauptsumme, aufgelaufene Zinsen usw.;

2° Name und andere einschlägige Angaben zur Feststellung des Schuldners;

3° Name, Anschrift und sonstige Verbindungsdaten bezüglich:

a) der für die Festsetzung der Forderung zuständigen Stelle sowie, falls es sich um eine andere Stelle handelt,

b) der Stelle, bei der weitere Auskünfte zu der Forderung oder zu den Möglichkeiten, die Zahlungsverpflichtung anzufechten, eingeholt werden können.

§ 2 - Dem Ersuchen um Beitreibung einer Forderung können weitere, von der wallonischen zuständigen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen Verwaltung ausgestellte Dokumente zu der Forderung beigefügt werden.

**Art. 11 - § 1** - Die belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde unverzüglich jede nachfolgende Änderung oder Rücknahme ihres Beitreibungsersuchens unter Angabe der Gründe für die Änderung oder Rücknahme mit.

§ 2 - Geht die Änderung des Ersuchens auf eine Entscheidung der zuständigen Instanz über die in Artikel 23 § 1 erwähnte Anfechtung zurück, so übermittelt die belgische zuständige Behörde der ausländischen Behörde diese Entscheidung und eine geänderte Fassung des einheitlichen Vollstreckungstitels.

Die Artikel 10, 23 und 24 finden Anwendung, was den geänderten Vollstreckungstitel betrifft.

**Art. 12** - Die belgische zuständige Behörde kann die ausländische Behörde ersuchen, Sicherungsmaßnahmen zu treffen, um die Beitreibung sicherzustellen, wenn die Forderung oder der Vollstreckungstitel in Belgien zum Zeitpunkt der Stellung des Ersuchens angefochten wird, oder wenn für die Forderung noch kein Vollstreckungstitel erlassen wurde, falls die Sicherungsmaßnahmen nach dem belgischen Recht, das in der Wallonischen Region und/oder in ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten anwendbar ist, und nach der Verwaltungspraxis in einer vergleichbaren Situation auch möglich sind.

Dem Ersuchen um Sicherungsmaßnahmen können weitere von der wallonischen zuständigen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen Verwaltung ausgestellte Dokumente zu der Forderung beigelegt werden.

**Art. 13** - Zwecks der Durchführung von Artikel 12 finden die Artikel 9 § 3, 11, 19, §§ 1, 2, 23 und 24 sinngemäß Anwendung.

*KAPITEL V — Regeln bezüglich der Erteilung von Amtshilfe durch die Wallonische Region  
sowie durch ihre gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten,  
einschließlich der lokalen Einheiten, an einen Mitgliedstaat*

*Abschnitt 1 — Auskunftersuchen*

**Art. 14 - § 1** - Auf Ersuchen der ausländischen Behörde erteilt die belgische zuständige Behörde dieser alle Auskünfte, die bei der Beitreibung einer Forderung gemäß Artikel 2 voraussichtlich erheblich sein werden.

Zur Beschaffung dieser Auskünfte veranlasst die belgische zuständige Behörde die Durchführung aller dafür erforderlichen behördlichen Ermittlungen.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde ist nicht gehalten, Auskünfte zu übermitteln,

1° die sie sich für die Beitreibung derartiger, in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten entstandener Forderungen nicht beschaffen könnte;

2° mit denen ein Handels-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis preisgegeben würde;

3° deren Mitteilung die Sicherheit oder die öffentliche Ordnung in Belgien verletzen würde.

§ 3 - Die belgische zuständige Behörde darf nicht die Erteilung von Informationen nur deshalb ablehnen, weil die Informationen sich bei einer Bank, einem sonstigen Finanzinstitut, einem Bevollmächtigten, Vertreter oder Treuhänder befinden oder sich auf Eigentumsanteile an einer Person beziehen.

§ 4 - Die belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde mit, aus welchen Gründen dem Auskunftersuchen nicht stattgegeben werden kann.

**Art. 15 - § 1** - Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen Behörde vereinbaren, dass unter den von der belgischen zuständigen Behörde festgelegten Voraussetzungen die von der ausländischen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten:

1° in der Wallonischen Region oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, in den Amtsräumen zugegen sein dürfen, in denen die Verwaltungen ihre Tätigkeit ausüben;

2° bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Hoheitsgebiet von Belgien geführt werden;

3° die wallonischen zuständigen Bediensteten bei Gerichtsverfahren in Belgien unterstützen dürfen.

Sofern dies nach den geltenden belgischen Rechtsvorschriften in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, zulässig ist, kann die Vereinbarung in Bezug auf Absatz 1 2° vorsehen, dass Bedienstete der ausländischen Behörde Einzelpersonen befragen und Aufzeichnungen prüfen dürfen.

§ 2 - Die von der ausländischen Behörde befugten Bediensteten, die die Möglichkeiten des § 1 nutzen, müssen jederzeit eine schriftliche Vollmacht vorlegen können, aus der ihre Identität und dienstliche Stellung hervorgehen.

*Abschnitt 2 — Ersuchen um Zustellung*

**Art. 16 - § 1** - Auf Ersuchen einer ausländischen Behörde stellt die belgische zuständige Behörde dem Empfänger alle mit einer Forderung gemäß Artikel 2 oder mit deren Beitreibung zusammenhängenden Dokumente, einschließlich der gerichtlichen Dokumente, zu, die aus der Behörde mit Sitz im ersuchenden Mitgliedstaat stammen, sofern diese Zustellung den in Artikel 7 § 2 aufgeführten Bedingungen genügt.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde unverzüglich mit, was aufgrund dieses Zustellungersuchens veranlasst wurde, und insbesondere, an welchem Tag dem Empfänger das Dokument zugestellt worden ist.

**Art. 17** - Die belgische zuständige Behörde gewährleistet, dass die Zustellung in Belgien gemäß den belgischen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, sowie gemäß den dort anwendbaren Verwaltungspraktiken erfolgt.

*Abschnitt 3 — Beitreibungsersuchen oder Ersuchen um Sicherungsmaßnahmen*

**Art. 18** - Auf Ersuchen einer ausländischen Behörde nimmt die belgische zuständige Behörde die Beitreibung der Forderungen vor, für die im ersuchenden Mitgliedstaat ein Vollstreckungstitel besteht.

Jedem Beitreibungersuchen ist ein einheitlicher Vollstreckungstitel beizufügen, der die in Artikel 10 § 1 erwähnten Bedingungen erfüllt. Dieser einheitliche Vollstreckungstitel ermächtigt zur Vollstreckungen und Sicherungspfändungen in Belgien und ist die alleinige Grundlage für die in Belgien aufgrund dieses Beitreibungersuchens zu ergreifenden Beitreibungs- und Sicherungsmaßnahmen. Er muss weder durch einen besonderen Akt anerkannt, noch ergänzt oder ersetzt werden.

**Art. 19 - § 1** - Zum Zwecke der Beitreibung in Belgien wird jede Forderung, für die ein Beitreibungersuchen vorliegt, wie eine wallonische Forderung behandelt, sofern in dem vorliegenden Dekret nichts anderes bestimmt ist. Die wallonische regionale, provinzielle oder gemeindliche Verwaltung übt die Befugnisse aus und wendet die Verfahren an, die durch die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten geltenden belgischen gesetzlichen, ordnungsmäßigen oder administrativen Vorschriften für Forderungen aus gleichen oder in Ermangelung gleicher aus vergleichbaren Steuern oder Abgaben vorgesehen sind, sofern in dem vorliegenden Dekret nichts anderes bestimmt ist.

Ist die wallonische regionale, provinzielle oder gemeindliche Verwaltung der Auffassung, dass in ihrem Hoheitsgebiet keine gleichen oder vergleichbaren Steuern oder Abgaben erhoben werden, so übt sie die Befugnisse aus und wendet die Verfahren an, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten anwendbaren gesetzlichen, ordnungsmäßigen oder administrativen Vorschriften für Forderungen aus Einkommensteuern vorgesehen sind.

Die ausländischen Forderungen, für welche um eine Amtshilfe ersucht wird, genießen jedoch keine Vorrechte.

Die Beitreibung durch die wallonische regionale, provinzielle oder gemeindliche Verwaltung erfolgt in Euro.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde sofort die Maßnahmen mit, die sie in Bezug auf das Beitreibungersuchen ergriffen hat.

§ 3 - Ab dem Zeitpunkt des Eingangs des Beitreibungersuchens berücksichtigt die belgische zuständige Behörde die anwendbaren Verzugszinsen.

§ 4 - Die belgische zuständige Behörde kann, sofern die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten geltenden gesetzlichen, ordnungsmäßigen und administrativen Vorschriften dies zulassen, dem Schuldner eine Zahlungsfrist einräumen oder Ratenzahlung gewähren und sie kann entsprechende Zinsen berechnen. Sie unterrichtet die ausländische Behörde anschließend davon.

§ 5 - Unbeschadet des Artikels 26 § 1 überweist die belgische zuständige Behörde der ausländischen Behörde die im Zusammenhang mit der Forderung beigetriebenen Beträge und die Zinsen nach den §§ 3 und 4.

**Art. 20** - Auf Ersuchen einer ausländischen Behörde trifft die belgische zuständige Behörde, sofern dies nach der belgischen in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten geltenden Gesetzgebung zulässig ist sowie im Einklang mit ihrer Verwaltungspraxis, Sicherungsmaßnahmen, um die Beitreibung sicherzustellen, wenn die Forderung oder der Vollstreckungstitel im ersuchenden Mitgliedstaat zum Zeitpunkt der Stellung des Ersuchens angefochten wird, oder wenn für die Forderung im ersuchenden Mitgliedstaat noch kein Vollstreckungstitel erlassen wurde, falls die Sicherungsmaßnahmen nach dem nationalen Recht und der Verwaltungspraxis des ersuchenden Mitgliedstaats in einer vergleichbaren Situation auch möglich sind.

Das Dokument, das im ersuchenden Mitgliedstaat Sicherungsmaßnahmen in Bezug auf die Forderung, für die um die Amtshilfe ersucht wird, ermöglicht, muss weder durch einen besonderen Akt anerkannt, noch ergänzt oder ersetzt werden.

Zwecks der Durchführung von Artikel 1 und 2 finden die Artikel 19 §§ 1 und 2, 21, 23 und 24 sinngemäß Anwendung.

**Art. 21** - Wenn die ausländische Behörde der belgischen zuständigen Behörde einen geänderten Vollstreckungstitel übermittelt, so ergreift die belgische zuständige Behörde dann weitere Beitreibungsmaßnahmen auf der Grundlage des geänderten Vollstreckungstitels.

Beitreibungs- oder Sicherungsmaßnahmen, die bereits in Belgien auf der Grundlage des ursprünglichen einheitlichen Vollstreckungstitels ergriffen wurden, können aufgrund des geänderten Vollstreckungstitels fortgeführt werden, sofern die Änderung des Ersuchens nicht darauf zurückzuführen ist, dass der ursprüngliche Vollstreckungstitel im ersuchenden Mitgliedstaat oder der einheitliche Vollstreckungstitel in Belgien ungültig ist.

Die Artikel 18, 23 und 24 gelten für die neue Fassung des Vollstreckungstitels.

#### *Abschnitt 4 — Grenzen der Verpflichtungen der ersuchten belgischen zuständigen Behörde*

**Art. 22 - § 1** - Die belgische zuständige Behörde ist nicht verpflichtet, die in den Artikeln 18 bis 21 vorgesehene Amtshilfe zu leisten, falls die Beitreibung der Forderung aus Gründen, die auf die Verhältnisse des Schuldners zurückzuführen sind, erhebliche wirtschaftliche oder soziale Schwierigkeiten in Belgien bewirken könnte, sofern die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften sowie die dort übliche Verwaltungspraxis eine solche Ausnahme für wallonische Forderungen zulassen.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde ist nicht verpflichtet, die in Artikel 14 bis 21 vorgesehene Amtshilfe zu leisten, wenn sich das ursprüngliche Ersuchen um Amtshilfe gemäß den Artikeln 14, 15, 16, 18 oder 20 auf Forderungen bezieht, die – gerechnet ab dem Zeitpunkt, zu dem sie in dem ersuchenden Mitgliedstaat fällig wurden – zum Datum des ursprünglichen Amtshilfeersuchens älter als fünf Jahre waren.

Im Falle der Anfechtung der Forderung oder des ursprünglichen Vollstreckungstitels für die Vollstreckung im ersuchenden Mitgliedstaat läuft die Fünfjahresfrist ab dem Zeitpunkt, zu dem im ersuchenden Staat festgestellt wird, dass eine Anfechtung der Forderung oder des Vollstreckungstitels nicht mehr möglich ist.

Gewährt der ersuchende Mitgliedstaat einen Zahlungsaufschub oder einen Aufschub des Ratenzahlungsplans, so läuft die Fünfjahresfrist ab dem Zeitpunkt des Endes der gesamten Zahlungsfrist.

In diesen Fällen ist die belgische zuständige Behörde allerdings nicht verpflichtet, Amtshilfe bei Forderungen zu leisten, die – gerechnet ab dem Zeitpunkt, zu dem die Forderung in dem ersuchenden Mitgliedstaat fällig wurde – älter als zehn Jahre sind.

§ 3 - Die belgische zuständige Behörde leistet keine Amtshilfe, wenn die unter dieses Dekret und die anderen Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen zur Umsetzung der Richtlinie fallenden Forderungen, für die um Amtshilfe ersucht wird, insgesamt weniger als 1.500 EUR betragen.



§ 4 - Die belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde die Gründe für die Ablehnung eines Amtshilfeersuchens mit.

## KAPITEL VI — *Allgemeine Bestimmungen*

### *Abschnitt 1 — Streitigkeiten*

**Art. 23 - § 1** - Streitigkeiten in Bezug auf eine in der Wallonischen Region entstandene Forderung, auf den ursprünglichen belgischen Vollstreckungstitel oder auf den einheitlichen Vollstreckungstitel für die Vollstreckung in einem Mitgliedstaat sowie Streitigkeiten in Bezug auf die Gültigkeit einer Zustellung durch die belgische zuständige Behörde fallen in die Zuständigkeit der einschlägigen belgischen Instanz.

Wurde ein Rechtsbehelf gemäß Absatz 1 bei der zuständigen belgischen Instanz eingelegt, so teilt die belgische zuständige Behörde dies der betroffenen ausländischen Behörde mit und gibt an, in welchem Umfang die Forderung nicht angefochten wird.

Werden im Verlauf des Beitreibungsverfahrens in Belgien die Forderung ausländischer Ursprungs, der ursprüngliche Vollstreckungstitel eines Mitgliedstaates oder der einheitliche Vollstreckungstitel für die Vollstreckung in Belgien von einer betroffenen Partei angefochten, so unterrichtet die belgische zuständige Behörde diese Partei darüber, dass sie den Rechtsbehelf bei der zuständigen Instanz des Mitgliedstaats, in dem die Forderung entstanden ist, nach dessen Recht einzulegen hat.

§ 2 - Bei Streitigkeiten in Bezug auf die in Belgien im Rahmen der Amtshilfe ergriffenen Vollstreckungsmaßnahmen oder in Bezug auf die Gültigkeit einer Zustellung in Belgien im Rahmen der Amtshilfe ist der Rechtsbehelf bei der belgischen zuständigen Instanz nach den belgischen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, einzulegen.

**Art. 24 - § 1** - Sobald die belgische zuständige Behörde die Mitteilung nach Artikel 23 § 1 Absatz 3 entweder durch die ausländische Behörde oder durch die betroffene Partei erhalten hat, setzt sie in Erwartung einer Entscheidung der zuständigen Instanz das Beitreibungsverfahren für den angefochtenen Teilbetrag der Forderung aus, es sei denn, die ausländische Behörde ersucht die Beitreibung des angefochtenen Teilbetrags der Forderung.

Auf Ersuchen der ausländischen Behörde oder sofern von der belgischen zuständigen Behörde anderweitig für notwendig erachtet und unbeschadet des Artikels 20 kann die belgische zuständige Behörde Sicherungsmaßnahmen treffen, um die Beitreibung sicherzustellen, soweit die belgischen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, dies zulassen.

§ 2 - Die belgische zuständige Behörde kann nach ihren Rechts- und Verwaltungsvorschriften und ihrer Verwaltungspraxis die ausländische Behörde um Beitreibung einer angefochtenen Forderung oder des angefochtenen Teilbetrags einer Forderung bitten, sofern die geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften und die Verwaltungspraxis des Mitgliedstaats dies zulassen. Ein solches Ersuchen ist zu begründen. Wird der Anfechtung später stattgegeben, haftet die belgische zuständige Behörde für die Erstattung bereits beigetriebener Beträge samt etwaig geschuldeter Entschädigungsleistungen gemäß den Rechtsvorschriften des ersuchten Mitgliedstaats.

Unbeschadet von Artikel 12 kann die belgische zuständige Behörde die ausländische Behörde ersuchen, Sicherungsmaßnahmen zu treffen, um die Beitreibung sicherzustellen.

§ 3 - Wurde in Belgien oder im betroffenen Mitgliedstaat ein Verständigungsverfahren eingeleitet und könnte das Ergebnis des Verfahrens Auswirkungen auf die Forderung haben, die Gegenstand des Amtshilfeersuchens ist, so werden die von der belgischen zuständigen Behörde getroffenen Beitreibungsmaßnahmen bis zum Abschluss dieses Verfahrens gehemmt oder unterbrochen, es sei denn, dass aufgrund von Betrug oder Insolvenz unmittelbare Dringlichkeit gegeben ist. Werden die Beitreibungsmaßnahmen gehemmt oder unterbrochen, so findet § 2 Anwendung.

### *Abschnitt 2 — Verjährung*

**Art. 25 - § 1** - Fragen betreffend Verjährungsfristen werden ausschließlich durch das Recht geregelt, das im ersuchenden Mitgliedstaat, einschließlich der Wallonischen Region sowie ihrer gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, gilt.

§ 2 - Im Hinblick auf die Hemmung, Unterbrechung oder Verlängerung der Verjährungsfristen gelten die von oder im Namen der ausländischen Behörde aufgrund eines Amtshilfeersuchens durchgeführten Beitreibungsmaßnahmen, die eine Hemmung, Unterbrechung oder Verlängerung der Verjährungsfrist nach dem geltenden Recht des ersuchten Mitgliedstaats bewirken, als Maßnahmen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten dieselbe Wirkung entfalten, sofern das dort geltende Recht die entsprechende Wirkung vorsieht.

Ist die Hemmung, Unterbrechung oder Verlängerung der Verjährungsfrist nach dem geltenden Recht des ersuchten Mitgliedstaats nicht zulässig, gelten die von oder im Namen der ausländischen Behörde aufgrund des Amtshilfeersuchens durchgeführten Beitreibungsmaßnahmen, die im Falle der Durchführung durch oder im Namen der belgischen zuständigen Behörde in Belgien eine Hemmung, Unterbrechung oder Verlängerung der Verjährungsfrist nach dem in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten geltenden belgischen Recht bewirkt hätten, insoweit als in Belgien vorgenommen.

Die Absätze 1 und 2 berühren nicht das Recht der ersuchenden belgischen zuständigen Behörde, nach dem in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, geltenden belgischen Recht Maßnahmen zur Hemmung, Unterbrechung oder Verlängerung der Verjährungsfrist zu ergreifen.

§ 3 - Die ersuchende belgische zuständige Behörde teilt der ausländischen Behörde jede Maßnahme mit, die die Verjährungsfrist der Forderung, für die um Beitreibungs- oder Sicherungsmaßnahmen ersucht wurde, unterbricht, hemmt oder verlängert oder eine solche Wirkung entfalten kann.

### *Abschnitt 3 — Kosten*

**Art. 26 - § 1** - Die ersuchte belgische zuständige Behörde bemüht sich, bei der betreffenden Person zusätzlich zu den in Artikel 19 § 5 genannten Beträgen die ihr im Zusammenhang mit der Beitreibung entstandenen Kosten nach den belgischen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, anwendbar sind, beizutreiben und einzubehalten.



§ 2 - Die ersuchte belgische zuständige Behörde verzichtet auf jegliche Erstattung der Kosten, die aus der Amtshilfe nach dem vorliegenden Dekret entstehen.

In den Fällen, in denen die Beitreibung besondere Probleme bereitet, sehr hohe Kosten verursacht oder im Rahmen der Bekämpfung der organisierten Kriminalität erfolgt, können die belgische zuständige Behörde und die ausländische Behörde besondere auf den jeweiligen Fall bezogene Erstattungsmodalitäten vereinbaren.

§ 3 - Die ersuchende belgische zuständige Behörde bleibt jedoch gegenüber der ersuchten ausländischen Behörde für jegliche Kosten und Verluste aus Handlungen haftbar, die im Hinblick auf die tatsächliche Begründetheit der Forderung oder die Gültigkeit des von der wallonischen regionalen, provinziellen oder gemeindlichen Verwaltung ausgestellten Vollstreckungstitels für nicht gerechtfertigt befunden werden.

#### *Abschnitt 4 — Standardformblätter und Kommunikationsmittel*

**Art. 27 - § 1** - Ersuchen um Auskünfte gemäß Artikel 5, um Zustellung gemäß Artikel 7 § 1 um Beitreibung gemäß Artikel 10 § 1 oder um Sicherungsmaßnahmen gemäß Artikel 9 § 1 werden mittels eines Standardformblatts auf elektronischem Wege übermittelt, es sei denn, dies ist aus technischen Gründen nicht durchführbar. Diese Formblätter werden soweit möglich auch für jede weitere Mitteilung im Zusammenhang mit dem Ersuchen verwendet.

Der einheitliche Vollstreckungstitel für die Vollstreckung in einem Mitgliedstaat und das Dokument für das Ergreifen von Sicherungsmaßnahmen durch die ersuchende belgische zuständige Behörde sowie die anderen in den Artikeln 10 und 12 genannten Dokumente sind ebenfalls auf elektronischem Wege zu übermitteln, es sei denn, dies ist aus technischen Gründen nicht durchführbar.

Den Standardformblättern können gegebenenfalls Berichte, Bescheinigungen und andere Dokumente oder beglaubigte Kopien bzw. Auszüge daraus beigelegt werden, die ebenfalls auf elektronischem Wege zu übermitteln sind, es sei denn, dies ist aus technischen Gründen nicht durchführbar.

Auch der Informationsaustausch gemäß Artikel 4 kann auf Standardformblättern und in elektronischer Form erfolgen.

§ 2 - Der § 1 gilt nicht für Auskünfte und Unterlagen, die aufgrund der Anwesenheit in den Amtsräumen in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, oder aufgrund der Teilnahme an behördlichen Ermittlungen in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten gemäß Artikel 15 erlangt werden.

§ 3 - Erfolgt die Übermittlung nicht auf elektronischem Wege oder auf Standardformblättern, berührt dies nicht die Gültigkeit der erhaltenen Auskünfte oder der im Rahmen eines Amtshilfeersuchens ergriffenen Maßnahmen.

#### *Abschnitt 5 — Sprachen*

**Art. 28 - § 1**. Alle Amtshilfeersuchen, Standardformblätter für die Zustellung und einheitlichen Vollstreckungstitel werden in der Amtssprache oder einer der Amtssprachen des ersuchten Mitgliedstaats übermittelt oder es wird ihnen eine Übersetzung in diese Amtssprache beigelegt. Die ersuchende belgische zuständige Behörde kann jedoch mit der ausländischen Behörde vereinbaren, dass bestimmte Teile davon in einer Sprache verfasst sind, die nicht Amtssprache oder eine der Amtssprachen des ersuchten Mitgliedstaats ist.

Der Umstand, dass bestimmte Teile der in Absatz 1 erwähnten Dokumente in einer Sprache verfasst sind, die nicht Amtssprache oder eine der Amtssprachen des ersuchten belgischen Staats ist, berührt nicht deren Gültigkeit oder die Gültigkeit des Verfahrens, sofern es sich bei dieser anderen Sprache um eine zwischen der belgischen zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde vereinbarte Sprache handelt.

§ 2 - Die Dokumente, um deren Zustellung gemäß Artikel 7 ersucht wird, können der ausländischen Behörde in einer der Amtssprachen des ersuchenden belgischen Staats übermittelt werden.

§ 3 - Werden einem Ersuchen andere Dokumente beigelegt als die in den § 1 und 2 genannten, so kann die ersuchte belgische zuständige Behörde erforderlichenfalls von der ausländischen Behörde eine Übersetzung dieser Dokumente in eine der Amtssprachen von Belgien oder in eine andere nach bilateraler Absprache zwischen den betroffenen Mitgliedstaaten vereinbarte Sprache verlangen.

#### *Abschnitt 6 — Weitergabe von Auskünften und Dokumenten*

**Art. 29 - § 1** - Die Auskünfte, die im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Dekrets in irgendeiner Form übermittelt werden, unterliegen der Geheimhaltungspflicht und genießen den Schutz, den das belgische, in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, geltende Recht für Auskünfte dieser Art gewährt.

Solche Auskünfte können für Vollstreckungs- oder Sicherungsmaßnahmen mit Bezug auf Forderungen, die unter dieses Dekret fallen, verwendet werden.

§ 2 - Die von der ausländischen Behörde übermittelten Auskünfte dürfen in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, für andere als die in § 1 genannten Zwecke verwendet werden, wenn die Informationen nach den Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats, der die Auskünfte erteilt, dort für vergleichbare Zwecke verwendet werden dürfen.

Die von der belgischen zuständigen Behörde übermittelten Auskünfte dürfen in dem Mitgliedstaat, der sie erhält, für andere als die in § 1 genannten Zwecke verwendet werden, wenn die Auskünfte nach den in der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, geltenden belgischen Rechtsvorschriften für vergleichbare Zwecke verwendet werden dürfen.

§ 3. Ist die belgische zuständige Behörde der Auffassung, dass aufgrund dieses Dekrets erhaltene Auskünfte einem dritten Mitgliedstaat für die Zwecke des § 1 nützlich sein könnten, so kann sie diese Auskünfte an diesen dritten Mitgliedstaat unter der Voraussetzung weiterleiten, dass diese Weitergabe im Einklang mit den in diesem Dekret festgelegten Regeln und Verfahren erfolgt. Sie teilt dem Mitgliedstaat, von dem die Auskünfte stammen, ihre Absicht mit, diese einem dritten Mitgliedstaat zuzuleiten.

Wenn die ausländische Behörde die belgische zuständige Behörde ihre Absicht mitteilt, die erhaltenen Auskünfte, die aus der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten stammen und einem dritten Mitgliedstaat für die Zwecke des § 1 nützlich sein könnten, zu teilen, kann die belgische zuständige Behörde innerhalb von zehn Arbeitstagen mitteilen, dass sie dieser Weiterleitung nicht zustimmt, wobei diese Frist mit dem Tag des Eingangs der Mitteilung der ausländischen Behörde über die beabsichtigte Weiterleitung beginnt.

§ 4 - Wenn Auskünfte von der Wallonischen Region und/oder ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Einheiten, stammen, darf die Genehmigung der Verwendung von Auskünften gemäß § 2, deren Weitergabe gemäß § 3 erfolgt ist, nur durch die belgische zuständige Behörde erteilt werden.

§ 5 - Auskünfte, die in jedweder Form im Rahmen dieses Dekrets übermittelt werden, können von allen Behörden in der Wallonischen Region auf der gleichen Grundlage wie vergleichbare Auskünfte, die in der Wallonischen Region erlangt wurden, angeführt oder als Beweismittel verwendet werden.

#### KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 30** - Das vorliegende Dekret gilt unbeschadet der Erfüllung von sich aus bilateralen oder multilateralen Übereinkünften oder Vereinbarungen ergebenden Verpflichtungen zur Leistung von Amtshilfe in größerem Umfang; das gilt auch für die Zustellung gerichtlicher oder sonstiger Schriftstücke.

**Art. 31** - Jedes gemäß Artikel 9 bis 13 durch die belgische zuständige Behörde eingeleitete Ersuchen um Beitreibung oder um das Ergreifen von Sicherheitsmaßnahmen hemmt die Verjährung, wenn das Ersuchen eine natürliche Person, die nicht ihren Wohnsitz in Belgien hat, oder eine juristische Person betrifft, die ihren Gesellschaftssitz, ihre Hauptniederlassung oder ihren Geschäftsführungssitz im Ausland hat. Die Hemmung beginnt am Tag, an dem das Ersuchen bei der ausländischen Behörde eingereicht wird, und endet am Tag, an dem die ausländische Behörde mitteilt, dass das Ersuchen abgeschlossen ist.

**Art. 32** - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2012 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Juli 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 616 (2011-2012), Nrn. 1 bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 4. Juli 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2050

[2012/203922]

**5 JULI 2012.** — **Decreet tot omzetting van Richtlijn 2010/24/EU van de Raad van 16 maart 2010 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit belastingen, rechten en andere maatregelen** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/24/EU van de Raad van 16 maart 2010 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit belastingen, rechten en andere maatregelen wordt bij dit decreet omgezet.

#### HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied en definities*

**Art. 2.** § 1. Dit decreet is van toepassing op schuldvorderingen die voortvloeien uit :

1° alle vormen van belastingen en rechten, geheven door :

a) het Waalse Gewest of een lidstaat van de Europese Unie, dan wel ten behoeve van het Waalse Gewest of van een lidstaat van de Europese Unie;

b) de territoriale of staatkundige onderdelen, lokale overheden daaronder begrepen, van het Waalse Gewest of van een lidstaat van de Europese Unie, dan wel ten behoeve van het Waalse Gewest of van een lidstaat van de Europese Unie;

c) ten behoeve van de Europese Unie.

Dit decreet is echter niet van toepassing op de belastingen en rechten geheven door of ten behoeve van het Waalse Gewest waarvan de inning en de invordering door de Federale Overheidsdienst Financiën waargenomen worden;

2° restituties, interventies en andere maatregelen die deel uitmaken van het stelsel van volledige of gedeeltelijke financiering door het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO), met inbegrip van in het kader van deze maatregelen te innen bedragen;

3° heffingen en andere rechten uit hoofde van de gemeenschappelijke marktordening voor suiker.

§ 2. Het toepassingsgebied van dit decreet omvat ook :

1° administratieve sancties, boetes, heffingen en toeslagen in verband met de schuldvorderingen waarvoor om wederzijdse bijstand kan worden verzocht overeenkomstig § 1 welke opgelegd zijn door de administratieve autoriteiten die bevoegd zijn om de desbetreffende belastingen of rechten te heffen of om administratieve onderzoeken daarnaar te verrichten, of welke op verzoek van de bovengenoemde administratieve autoriteiten door administratieve of gerechtelijke instanties bevestigd zijn;

2° de Waalse gewestelijke, provinciale of gemeentelijke heffingen voor in het kader van administratieve procedures in verband met belastingen en rechten afgegeven verklaringen en soortgelijke documenten;

3° interesten en kosten die verbonden zijn aan de schuldvorderingen waarvoor om wederzijdse bijstand kan worden verzocht overeenkomstig § 1 of punt 1° van deze paragraaf.

§ 3. Dit decreet is niet van toepassing op :

1° verplichte sociale zekerheidsbijdragen;

2° heffingen die niet genoemd worden in § 2;

3° contractueel verschuldigde bedragen, zoals betalingen voor openbare nutsvoorzieningen;

4° strafrechtelijke sancties die zijn opgelegd op grond van een strafvordering of andere niet onder § 2, 1°, vallende strafrechtelijke sancties.

**Art. 3.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "lidstaat" : behoudens andersluidende bepaling, een andere lidstaat van de Europese Unie dan België;

2° "Richtlijn" : Richtlijn 2010/24/EU van de Raad van 16 maart 2010 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit belastingen, rechten en andere maatregelen;

3° "Belgische autoriteit" : autoriteit bevoegd om een verzoek om bijstand betreffende een schuldvordering als bedoeld in artikel 2 in te dienen bij een buitenlandse autoriteit of om een dergelijk verzoek van een buitenlandse autoriteit te ontvangen en te behandelen.

Ze bestaat uit :

a) "het centraal verbindingsbureau" : zoals omschreven in de samenwerkingsovereenkomst te sluiten overeenkomstig artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

b) "een verbindingsbureau of een verbindingdienst" aangewezen door de Waalse Regering;

4° "buitenlandse autoriteit" : het centrale verbindingsbureau, een verbindingsbureau of een verbindingdienst bevoegd om een verzoek om bijstand betreffende een schuldvordering als bedoeld in artikel 2 in te dienen bij de bevoegde Belgische autoriteit of om een dergelijk verzoek van de bevoegde Belgische autoriteit te ontvangen en te behandelen;

5° "persoon" :

a) een natuurlijk persoon;

b) een rechtspersoon;

c) een vereniging van personen die bevoegd is om rechtshandelingen te verrichten, maar niet de wettelijke status van rechtspersoon bezit; of

d) elke andere juridische constructie, ongeacht de aard of de vorm ervan, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die activa bezit of beheert welke, met inbegrip van de daardoor gegenereerde inkomsten, aan onder dit decreet vallende belastingen zijn onderworpen;

6° "langs elektronische weg" : door middel van elektronische apparatuur voor gegevensverwerking, met inbegrip van digitale compressie, en gegevensopslag, met gebruikmaking van draden, radio, optische of andere elektromagnetische middelen;

7° "uniforme executorialie titel," : de titel zoals bedoeld in de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 1189/2011 van de Commissie van 18 november 2011 tot vaststelling van nadere voorschriften voor sommige bepalingen van Richtlijn 2010/24/EU van de Raad betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit belastingen, rechten en andere maatregelen.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitwisseling van inlichtingen zonder voorafgaand verzoek*

**Art. 4.** Indien een teruggaaf van belastingen of rechten, met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde, betrekking heeft op een persoon die gevestigd is of zijn woonplaats heeft in een andere lidstaat, kan de bevoegde Belgische autoriteit van teruggaaf de buitenlandse autoriteit van die lidstaat in kennis stellen van de aanstaande teruggaaf.

#### HOOFDSTUK IV. — *Regels betreffende het verzoek om bijstand door het Waalse Gewest, alsook door zijn territoriale of staatkundige onderdelen, lokale overheden daaronder begrepen, bij een lidstaat*

##### *Afdeling 1. — Verzoek om inlichtingen*

**Art. 5.** De bevoegde Belgische autoriteit kan een buitenlandse autoriteit verzoeken om alle inlichtingen die normaliter van belang zijn ten behoeve van de invordering van haar schuldvorderingen als bedoeld in artikel 2.

**Art. 6.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit kan met een buitenlandse autoriteit overeenkomen dat de door de bevoegde Belgische autoriteit gemachtigde ambtenaren, onder de door de buitenlandse autoriteit vastgestelde voorwaarden :

1° aanwezig zijn in de kantoren waar de administratieve autoriteiten van de aangezochte lidstaat hun taken vervullen;

2° aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het grondgebied van de aangezochte lidstaat;

3° de bevoegde ambtenaren van de aangezochte lidstaat in rechtszaken in die lidstaat bijstaan.

Voor zover dit bij de in de aangezochte lidstaat geldende wetgeving is toegestaan, kan in de in lid 1, 2°, bedoelde overeenkomst worden bepaald dat ambtenaren van de verzoekende lidstaat personen kunnen ondervragen en dossiers kunnen bestuderen.

§ 2. De door de bevoegde Belgische autoriteit gemachtigde ambtenaren die gebruik maken van de bij § 1 geboden mogelijkheden, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen voorleggen waarin hun identiteit en hun officiële hoedanigheid zijn vermeld.

#### *Afdeling 2. — Verzoek tot notificatie*

**Art. 7.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit kan een buitenlandse autoriteit verzoeken om de notificatie van alle, dus ook gerechtelijke, documenten met betrekking tot een in artikel 2 bedoelde schuldvordering of de invordering daarvan, welke uitgaan van de Waalse gewestelijke, provinciale of gemeentelijke administratie.

§ 2. Het verzoek tot notificatie gaat vergezeld van een standaardformulier dat ten minste de volgende gegevens bevat :

1° naam, adres en andere gegevens die van belang zijn om de identiteit van de geadresseerde vast te stellen;

2° het doel van de notificatie en de termijn binnen welke de notificatie dient te geschieden;

3° een beschrijving van het aangehechte document en de aard en het bedrag van de betrokken schuldvordering;

4° naam, adres en andere contactgegevens met betrekking tot :

a) het bureau dat verantwoordelijk is voor het aangehechte document, en, indien dat een ander bureau is;

b) het bureau waar nadere inlichtingen kunnen worden verkregen over het genotificeerde document of over de mogelijkheden tot betwisting van de betalingsverplichting.

§ 3. De bevoegde Belgische autoriteit doet alleen een verzoek tot notificatie op grond van dit artikel wanneer de Waalse gewestelijke, provinciale of gemeentelijke administratie niet kan notificeren volgens de in België geldende regels die in het Waalse Gewest en/of zijn territoriale of staatkundige onderdelen, lokale overheden daaronder begrepen, toepasselijk zijn voor de notificatie van het betrokken document of wanneer een dergelijke notificatie buitensporige problemen zou veroorzaken.

**Art. 8.** De notificatie bedoeld in artikel 7 geschiedt onverminderd elke andere vorm van notificatie gebruikt door de bevoegde Waalse gewestelijke, provinciale of gemeentelijke administratie overeenkomstig de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die toepasselijk zijn het Waalse Gewest en/of zijn territoriale of staatkundige onderdelen, lokale overheden daaronder begrepen, en de administratieve praktijk die er toegepast wordt.

De bevoegde Waalse gewestelijke, provinciale of gemeentelijke administratie kan documenten ook rechtstreeks per aangetekende brief of langs elektronische weg notificeren aan een persoon op het grondgebied van een andere lidstaat.

**Art. 9.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit kan een verzoek tot invordering van de schuldvorderingen waarvoor een uitvoerbare titel bestaat, toezenden aan een buitenlandse autoriteit.

Indien en zolang de schuldvordering en/of de uitvoerbare titel wordt of worden betwist in België, kan de bevoegde Belgische autoriteit geen verzoek tot invordering indienen, behalve in de gevallen waarin artikel 24, § 2, wordt toegepast.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit kan slechts een verzoek tot invordering doen, nadat in België, alle in het geval ter beschikking staande invorderingsprocedures in België of die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, zijn afgehandeld, behalve indien :

1° het duidelijk is dat er in België geen voor invordering vatbare vermogensbestanddelen zijn of dat die procedures niet tot een volledige betaling van de schuldvordering zullen leiden, en de bevoegde Belgische autoriteit over specifieke inlichtingen beschikt dat de betrokken persoon in de aangezochte lidstaat over vermogensbestanddelen beschikt;

2° de aanwending van die procedures in België die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, tot onevenredige moeilijkheden zou leiden.

§ 3. Zodra de bevoegde Belgische autoriteit kennis krijgt van nuttige inlichtingen betreffende de schuldvordering die de aanleiding tot het verzoek tot invordering vormde, doet zij die aan de buitenlandse autoriteit toekomen.

**Art. 10.** § 1. Een verzoek tot invordering gaat vergezeld van een uniforme uitvoerbare titel.

Deze uniforme uitvoerbare titel weerspiegelt de inhoud van de oorspronkelijke uitvoerbare titel en bevat ten minste de volgende informatie :

1° de gegevens aan de hand waarvan de oorspronkelijke uitvoerbare titel kan worden achterhaald, een beschrijving van de schuldvordering, onder meer de aard, het tijdvak waarop de schuldvordering betrekking heeft, alle data die relevant zijn voor de uitvoeringsprocedure, alsmede het bedrag van de schuldvordering en de verschillende onderdelen ervan, zoals de hoofdsom, de verlopen interesten, enz.;

2° naam en andere gegevens die van belang zijn om de identiteit van de schuldenaar vast te stellen;

3° naam, adres en andere contactgegevens met betrekking tot :

a) het kantoor dat verantwoordelijk is voor de vestiging van de schuldvordering, en, indien dat een ander kantoor is;

b) het kantoor waar verdere inlichtingen kunnen worden verkregen over de schuldvordering of over de mogelijkheden tot betwisting van de betalingsverplichting.

§ 2. Het verzoek tot invordering van een schuldvordering kan vergezeld gaan van andere documenten die betrekking hebben op de schuldvordering en die uitgaan van het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bevoegd bestuur.



**Art. 11.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit onmiddellijk in kennis van een wijziging van het verzoek tot invordering of van de intrekking ervan, met opgave van de redenen voor die wijziging of intrekking.

§ 2. Indien de wijziging van het verzoek voortvloeit uit een beslissing van de bevoegde instantie over een in artikel 23, § 1, bedoelde betwisting, geeft de bevoegde Belgische autoriteit aan de buitenlandse autoriteit kennis van die beslissing en bezorgt haar een aangepaste uniforme uitvoerbare titel.

De artikelen 10, 23 en 24 zijn van toepassing op de aangepaste titel.

**Art. 12.** De bevoegde Belgische autoriteit kan bij de buitenlandse autoriteit een verzoek om bewarende maatregelen indienen om de invordering te waarborgen wanneer de schuldvordering of de uitvoerbare titel in België ten tijde van de indiening van het verzoek wordt betwist, of wanneer voor de schuldvordering nog geen uitvoerbare titel bestaat, voor zover bewarende maatregelen op grond van het Belgische recht dat van toepassing is in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, en desbetreffende administratieve praktijk in een soortgelijke situatie eveneens mogelijk zijn.

Het verzoek om bewarende maatregelen kan vergezeld gaan van andere documenten die betrekking hebben op de schuldvordering en die uitgaan van het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bevoegd bestuur.

**Art. 13.** Teneinde uitvoering te geven aan artikel 12, zijn de artikelen 9, § 3, 11, 19, § 1 en 2, 23 en 24 van overeenkomstige toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Regels betreffende het verstrekken van bijstand door het Waalse Gewest, alsook door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, aan een lidstaat*

*Afdeling 1. — Verzoek om inlichtingen*

**Art. 14.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit verstrekt op verzoek aan een buitenlandse autoriteit alle inlichtingen die normaliter voor die buitenlandse autoriteit dienstig kunnen zijn bij de invordering van haar schuldvorderingen als bedoeld in artikel 2.

Met het oog op die inlichtingenverstrekking laat de bevoegde Belgische autoriteit alle administratieve onderzoeken verrichten die noodzakelijk zijn om deze inlichtingen te verkrijgen.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit is niet gehouden inlichtingen te verstrekken :

1° die zij niet zou kunnen verkrijgen voor de invordering van soortgelijke schuldvorderingen die in het Waalse Gewest of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, zijn ontstaan;

2° waarmee een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim zou worden onthuld;

3° waarvan de mededeling een aantasting zou kunnen vormen van de veiligheid of in strijd zou kunnen zijn met de openbare orde in België.

§ 3. De bevoegde Belgische autoriteit mag niet weigeren inlichtingen te verstrekken, louter omdat de inlichtingen bij een bank, een andere financiële instelling of een als vertegenwoordiger, agent of trustee optredende persoon berusten, of omdat de inlichtingen betrekking hebben op eigendomsaandelen van een persoon.

§ 4. De bevoegde Belgische autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit op de hoogte van de redenen die zich verzetten tegen het voldoen aan het verzoek om inlichtingen.

**Art. 15.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit kan overeenkomen met een buitenlandse autoriteit dat de door de buitenlandse autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de bevoegde Belgische autoriteit vastgestelde voorwaarden :

1° aanwezig zijn, in het Waalse Gewest of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, in de kantoren waar de administratieve overheden hun taken vervullen;

2° aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het Belgische grondgebied;

3° de Waalse bevoegde ambtenaren in rechtszaken in België bijstaan.

Voor zover de Belgische wetgeving die van toepassing is in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, dit toelaat, kan in de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, 2°, worden bepaald dat ambtenaren van de buitenlandse autoriteit personen kunnen ondervragen en dossiers kunnen onderzoeken.

§ 2. De door de buitenlandse autoriteit gemachtigde ambtenaren die gebruikmaken van de bij § 1 geboden mogelijkheden, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen voorleggen waarin hun identiteit en hun officiële hoedanigheid zijn vermeld.

*Afdeling 2. — Verzoek tot notificatie*

**Art. 16.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit gaat op verzoek van een buitenlandse autoriteit over tot notificatie aan de geadresseerde van alle, dus ook gerechtelijke documenten met betrekking tot een in artikel 2 bedoelde schuldvordering of de invordering daarvan, welke uitgaan van een in de verzoekende lidstaat gevestigde autoriteit mits het verzoek tot notificatie voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 7, § 2.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit onverwijld op de hoogte van het gevolg dat aan haar verzoek tot notificatie is gegeven en meer in het bijzonder van de datum waarop het document aan de geadresseerde is genotificeerd.

**Art. 17.** De bevoegde Belgische autoriteit zorgt ervoor dat de notificatie in België geschiedt overeenkomstig de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, en overeenkomstig de desbetreffende administratieve praktijk.



*Afdeling 3. — Verzoek tot invordering of bewarende maatregelen*

**Art. 18.** Op verzoek van een buitenlandse autoriteit gaat de bevoegde Belgische autoriteit over tot invordering van de schuldvorderingen waarvoor een uitvoerbare titel in de verzoekende lidstaat bestaat.

Een verzoek tot invordering gaat vergezeld van een uniforme uitvoerbare titel die voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 10, § 1. Deze uniforme titel maakt tenuitvoerlegging en het leggen van bewarend beslag in België mogelijk en vormt de enige grondslag voor invorderingsmaatregelen en bewarende maatregelen die in België worden genomen op basis van dit verzoek tot invordering. Er wordt geen erkenning, aanvulling of vervanging van de uniforme titel verlangd.

**Art. 19.** § 1. Met het oog op de invordering in België wordt iedere schuldvordering waarvoor een verzoek tot invordering is ingediend, behandeld alsof het een Waalse schuldvordering betreft, tenzij in dit decreet anders is bepaald. Het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bevoegd bestuur wendt de bevoegdheden en procedures aan waarover zij beschikt volgens de Belgische wettelijke, bestuursrechtelijke en administratieve bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, ter zake van schuldvorderingen met betrekking tot dezelfde belasting of hetzelfde recht dan wel, bij gebreke daarvan, een soortgelijke belasting of soortgelijk recht, tenzij in dit decreet anders is bepaald.

Indien het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bevoegd bestuur van oordeel is dat op zijn grondgebied dezelfde noch soortgelijke belastingen of rechten worden geheven, wendt het de bevoegdheden en procedures aan waarover het beschikt volgens de Belgische wettelijke, bestuursrechtelijke en administratieve bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, ter zake van schuldvorderingen met betrekking tot de personenbelasting.

De buitenlandse schuldvorderingen waarvoor om bijstand is verzocht, genieten geen enkel voorrecht.

Het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bevoegd bestuur vordert de schuldvordering in euro in.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit brengt de buitenlandse autoriteit onverwijld op de hoogte van het gevolg dat zij aan haar verzoek tot invordering heeft gegeven.

§ 3. Met ingang van de datum waarop het verzoek tot invordering is ontvangen, brengt de bevoegde Belgische autoriteit de toepasselijke verwijlinteressen in rekening.

§ 4. De bevoegde Belgische autoriteit kan, voor zover de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, dit toelaten, aan de schuldenaar uitstel van betaling verlenen of een betaling in termijnen toestaan, en kan daarvoor interesten aanrekenen. Zij geeft vervolgens aan de buitenlandse autoriteit kennis van ieder besluit in deze zin.

§ 5. Onverminderd artikel 26, § 1, maakt de bevoegde Belgische autoriteit de door haar met betrekking tot de schuldvordering ingevorderde bedragen, inclusief de in de derde en vierde paragraaf bedoelde interesten, aan de buitenlandse autoriteit over.

**Art. 20.** Op verzoek van een buitenlandse autoriteit gaat de bevoegde Belgische autoriteit, voor zover de Belgische wetgeving die van toepassing is in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, dit toelaat en overeenkomstig haar administratieve praktijk, over tot het nemen van bewarende maatregelen, om de invordering te waarborgen wanneer de schuldvordering of de uitvoerbare titel in de verzoekende lidstaat ten tijde van de indiening van het verzoek wordt betwist, of wanneer voor de schuldvordering nog geen uitvoerbare titel in de verzoekende lidstaat bestaat, voor zover bewarende maatregelen op grond van het nationale recht en administratieve praktijk van de verzoekende lidstaat in een soortgelijke situatie eveneens mogelijk zijn.

Er wordt geen erkenning, aanvulling of vervanging van het document dat in voorkomend geval is opgesteld met het oog op het nemen van bewarende maatregelen in de verzoekende lidstaat met betrekking tot de schuldvordering waarvoor om bijstand is verzocht, verlangd.

Teneinde uitvoering te geven aan het eerste en tweede lid, zijn de artikelen 19, § 1 en § 2, 21, 23 en 24 van overeenkomstige toepassing.

**Art. 21.** Indien de buitenlandse autoriteit een aangepaste uniforme uitvoerbare titel aan de bevoegde Belgische autoriteit bezorgt, handelt de bevoegde Belgische autoriteit de invorderingsmaatregelen verder af op basis van die aangepaste titel.

De invorderingsmaatregelen of bewarende maatregelen die reeds in België zijn genomen op grond van de oorspronkelijke uniforme uitvoerbare titel, kunnen op grond van de aangepaste titel worden voortgezet, tenzij het verzoek is gewijzigd wegens ongeldigheid van de oorspronkelijke uitvoerbare titel in de verzoekende lidstaat of van de uniforme uitvoerbare titel in België.

De artikelen 18, 23 en 24 zijn van toepassing op de aangepaste titel.

*Afdeling 4. — Begrenzing van de verplichtingen van de bevoegde Belgische autoriteit*

**Art. 22.** § 1. De bevoegde Belgische autoriteit is er niet toe gehouden de in de artikelen 18 tot 21 bedoelde bijstand te verlenen, indien de invordering van de schuldvordering, wegens de situatie van de schuldenaar, ernstige moeilijkheden van economische of sociale aard zou opleveren in België, voor zover de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, en administratieve praktijk een dergelijke uitzondering voor Waalse schuldvorderingen toelaten.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit is er niet toe gehouden de in de artikelen 14 tot 21 bedoelde bijstand te verlenen, indien het initiële verzoek om bijstand krachtens de artikelen 14, 15, 16, 18, of 20 betrekking heeft op schuldvorderingen die meer dan vijf jaar oud zijn, te rekenen vanaf de datum waarop de schuldvordering in de verzoekende lidstaat opeisbaar is geworden tot de datum van het initiële verzoek om bijstand.

In de gevallen waarin de schuldvordering of de oorspronkelijke uitvoerbare titel voor het nemen van uitvoeringsmaatregelen in de verzoekende lidstaat wordt betwist, wordt de termijn van vijf jaar evenwel geacht een aanvang te nemen op het tijdstip waarop in de verzoekende lidstaat vaststaat dat de schuldvordering of de uitvoerbare titel niet langer kan worden betwist.

In het geval waarin de verzoekende lidstaat uitstel van betaling heeft verleend of betaling in termijnen heeft toegestaan, wordt de termijn van vijf jaar geacht een aanvang te nemen op het tijdstip waarop de volledige betalingstermijn is verstreken.

In deze gevallen is de bevoegde Belgische autoriteit er evenwel niet toe gehouden bijstand te verlenen met betrekking tot schuldvorderingen die meer dan tien jaar oud zijn, te rekenen vanaf de datum waarop de schuldvordering in de verzoekende lidstaat opeisbaar is geworden.

§ 3. De bevoegde Belgische autoriteit verleent geen bijstand indien het totale bedrag van de vorderingen waarvoor om bijstand wordt verzocht en die vallen onder dit decreet en de decreten en ordonnances die de Richtlijn omzetten, minder dan 1.500 euro bedraagt.

§ 4. De bevoegde Belgische autoriteit deelt de buitenlandse autoriteit de redenen voor een afwijzing van een verzoek om bijstand mee.

## HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

### *Afdeling 1. — Geschillen*

**Art. 23.** § 1. Geschillen betreffende een schuldvordering die in het Waalse Gewest is ontstaan, de oorspronkelijke Belgische uitvoerbare titel of de uniforme uitvoerbare titel voor het nemen van uitvoeringsmaatregelen in een lidstaat, alsook geschillen in verband met de geldigheid van een notificatie verricht op verzoek van de bevoegde Belgische autoriteit, vallen onder de bevoegdheid van de bevoegde Belgische instantie.

Wanneer bij de bevoegde Belgische instantie een rechtsgeding als bedoeld in het eerste lid aanhangig wordt gemaakt, stelt de bevoegde Belgische autoriteit de betrokken buitenlandse autoriteit daarvan in kennis en deelt zij mee welk gedeelte van de schuldvordering niet wordt betwist.

Indien een belanghebbende in de loop van de invorderingsprocedure in België de van oorsprong buitenlandse schuldvordering, de oorspronkelijke uitvoerbare titel van een lidstaat of de uniforme uitvoerbare titel voor het nemen van uitvoeringsmaatregelen in België betwist, deelt de bevoegde Belgische autoriteit hem mee dat hij een rechtsgeding aanhangig moet maken bij de bevoegde instantie van de lidstaat van oorsprong van de schuldvordering, overeenkomstig de daar geldende rechtsregels.

§ 2. Geschillen in verband met als bijstand in België genomen invorderingsmaatregelen of in verband met de geldigheid van een als bijstand verrichte notificatie in België, worden aanhangig gemaakt bij de bevoegde Belgische instantie overeenkomstig de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen.

**Art. 24.** § 1. Zodra de bevoegde Belgische autoriteit de in artikel 23, § 1, derde lid, bedoelde informatie heeft ontvangen, hetzij van de buitenlandse autoriteit, hetzij van de belanghebbende, schorst zij de invorderingsprocedure voor het betwiste gedeelte van de schuldvordering, in afwachting van de beslissing van de ter zake bevoegde instantie, tenzij de buitenlandse autoriteit verzoekt het betwiste gedeelte van een schuldvordering in te vorderen.

Onverminderd artikel 20 kan de bevoegde Belgische autoriteit op verzoek van de buitenlandse autoriteit of indien de bevoegde Belgische autoriteit zulks anderszins nodig acht, overgaan tot het nemen van bewarende maatregelen om de invordering te waarborgen, voor zover de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, dit toelaten.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteit kan overeenkomstig haar wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen en administratieve praktijk, de buitenlandse autoriteit verzoeken een betwiste schuldvordering of het betwiste gedeelte van een schuldvordering in te vorderen, voor zover de desbetreffende, in de lidstaat geldende wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen en administratieve praktijk dit toelaten. Een dergelijk verzoek dient met redenen te worden omkleed. Indien de uitkomst van de betwisting vervolgens voor de schuldenaar gunstig uitvalt, is de bevoegde Belgische autoriteit gehouden tot terugbetaling van elk ingevorderd bedrag, vermeerderd met eventueel verschuldigde vergoedingen, overeenkomstig de in de aangezochte lidstaat geldende rechtsregels.

Onverminderd artikel 12 kan de bevoegde Belgische autoriteit de buitenlandse autoriteit verzoeken over te gaan tot het nemen van bewarende maatregelen om de invordering te waarborgen.

§ 3. Indien in België of in de betrokken lidstaat een minnelijke procedure ter oplossing van het geschil is aangevat en de uitkomst van de procedure gevolgen kan hebben voor de schuldvordering waarvoor om bijstand is verzocht, worden de invorderingsmaatregelen genomen door de bevoegde Belgische autoriteit tot na de afronding van die procedure geschorst of opgeheven, tenzij het gaat om een geval van hoogdringendheid wegens fraude of insolventie. Indien invorderingsmaatregelen worden geschorst of opgeheven, is § 2 van toepassing.

### *Afdeling 2. — Verjaring*

**Art. 25.** § 1. De vraagstukken met betrekking tot de verjaring worden uitsluitend geregeld door de rechtsregels die gelden in de verzoekende lidstaat, met inbegrip van het Waalse Gewest en de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen.

§ 2. Wat de schorsing, stuiting of verlenging van verjaringstermijnen betreft, worden maatregelen tot invordering van schuldvorderingen die ingevolge een verzoek om bijstand, door of namens de buitenlandse autoriteit worden genomen en tot gevolg hebben dat de verjaringstermijn volgens de rechtsregels in die lidstaat wordt geschorst, gestuit of verlengd, geacht hetzelfde gevolg te hebben in het Waalse Gewest en de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, op voorwaarde dat de rechtsregels die er gelden in het overeenkomstig gevolg voorzien.

Indien de in de aangezochte lidstaat geldende rechtsregels geen schorsing, stuiting of verlenging van de verjaringstermijn toelaten, worden maatregelen tot invordering van schuldvorderingen die ingevolge een verzoek om bijstand door of namens de buitenlandse autoriteit worden genomen en die, indien zij door of namens de bevoegde Belgische autoriteit in België waren genomen, tot gevolg hadden gehad dat de verjaringstermijn volgens de Belgische rechtsregels die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, was geschorst, gestuit of verlengd, geacht, voor wat dit gevolg betreft, te zijn genomen in België.

Het eerste en tweede lid doen niet af aan het recht van de verzoekende bevoegde Belgische autoriteit om maatregelen te nemen teneinde de verjaringstermijn overeenkomstig de Belgische rechtsregels die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in de territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, te schorsen, te stuiten of te verlengen.

§ 3. De verzoekende bevoegde Belgische autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit in kennis van iedere maatregel die de verjaringstermijn van de schuldvordering waarvoor invorderings- of bewarende maatregelen zijn gevraagd, stuit, schorst of verlengt of die zulks tot gevolg kan hebben.

De aangezochte bevoegde Belgische autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit in kennis van iedere maatregel die de verjaringstermijn van de schuldvordering waarvoor invorderings- of bewarende maatregelen zijn gevraagd, stuit, schorst of verlengt of die zulks tot gevolg kan hebben.

#### *Afdeling 3. — Kosten*

**Art. 26.** § 1. Naast de in artikel 19, § 5, bedoelde bedragen, tracht de aangezochte bevoegde Belgische autoriteit bij de betrokken persoon tot invordering over te gaan en de kosten in te houden die zij in verband met de invordering heeft gemaakt, overeenkomstig de Belgische wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en/of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen.

§ 2. De aangezochte bevoegde Belgische autoriteit ziet af van een vergoeding voor de kosten die voortvloeien uit de bijstand die zij overeenkomstig dit decreet verleent.

Wanneer de invordering evenwel tot een bijzonder probleem leidt, zeer hoge kosten veroorzaakt of verband houdt met de georganiseerde misdaad, kunnen de bevoegde Belgische autoriteit en de buitenlandse autoriteit per geval specifieke afspraken maken over de modaliteiten van de vergoeding.

§ 3. De verzoekende bevoegde Belgische autoriteit blijft evenwel ten opzichte van de aangezochte buitenlandse autoriteit aansprakelijk voor de kosten en mogelijke verliezen welke het gevolg zijn van eisen die als niet gerechtvaardigd zijn erkend wat de gegrondheid van de schuldvordering of de geldigheid van de door het Waals gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk bestuur afgegeven uitvoerbare titel betreft.

#### *Afdeling 4. — Standaardformulieren en wijze van communicatie*

**Art. 27.** § 1. Verzoeken om inlichtingen overeenkomstig artikel 5, verzoeken tot notificatie overeenkomstig artikel 7, § 1, verzoeken tot invordering overeenkomstig artikel 9, § 1, en verzoeken om bewarende maatregelen overeenkomstig artikel 12, § 1, worden met gebruikmaking van een standaardformulier langs elektronische weg ingediend, tenzij dit om technische redenen ondoenlijk is. Die formulieren worden voor zover mogelijk ook gebruikt voor iedere nadere mededeling in verband met het verzoek.

De uniforme uitvoerbare titel voor het nemen van invorderingsmaatregelen in een lidstaat en het document voor het nemen van bewarende maatregelen van de verzoekende bevoegde Belgische autoriteit alsook de andere in de artikelen 10 en 12 bedoelde documenten worden eveneens langs elektronische weg verzonden, tenzij dit om technische redenen ondoenlijk is.

In voorkomend geval kunnen de standaardformulieren vergezeld gaan van verslagen, verklaringen en andere documenten, of van voor eensluidend gewaarmerkte afschriften of uittreksels van die documenten, die ook langs elektronische weg worden verzonden, tenzij dit om technische redenen ondoenlijk is.

Ook de uitwisseling van inlichtingen overeenkomstig artikel 4 kan geschieden met gebruikmaking van standaardformulieren en communicatie langs elektronische weg.

§ 2. § 1 is niet van toepassing op inlichtingen en documenten die worden verkregen bij de aanwezigheid in administratiekantoren in het Waalse Gewest of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, of de deelname aan administratieve onderzoeken in het Waalse Gewest of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen bedoeld in artikel 15 inbegrepen.

§ 3. Wanneer de communicatie niet langs elektronische weg of met gebruikmaking van standaardformulieren geschiedt, doet dit geen afbreuk aan de geldigheid van de verkregen inlichtingen of de maatregelen die zijn genomen om uitvoering te geven aan een verzoek om bijstand.

#### *Afdeling 5. — Taalregeling*

**Art. 28.** § 1. Verzoeken om bijstand, standaardformulieren voor notificatie en uniforme titels worden verzonden, of gaan vergezeld van een vertaling, in de officiële taal of een van de officiële talen van de aangezochte lidstaat. De verzoekende bevoegde Belgische autoriteit kan evenwel overeenkomen met de buitenlandse autoriteit om sommige delen van deze documenten op te stellen in een andere taal dan de officiële taal of een van de officiële talen van de aangezochte lidstaat.

Het feit dat sommige delen van de documenten bedoeld in het eerste lid, niet in de officiële taal of een van de officiële talen van de aangezochte Belgische Staat maar in een andere taal gesteld zijn, doet niet af aan hun geldigheid noch aan de geldigheid van de procedure, mits die andere taal tussen de bevoegde Belgische autoriteit en de buitenlandse autoriteit overeengekomen is.

§ 2. De documenten waarvoor overeenkomstig artikel 7 om notificatie wordt verzocht, kunnen in een officiële taal van de verzoekende Belgische Staat aan de buitenlandse autoriteit worden toegezonden.

§ 3. Indien een verzoek vergezeld gaat van andere dan de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde documenten, kan de aangezochte bevoegde Belgische autoriteit indien noodzakelijk van de buitenlandse autoriteit een vertaling van deze documenten in een van de officiële talen van België of in een andere, bilateraal tussen de betrokken lidstaten overeengekomen taal verlangen.

#### *Afdeling 6. — Verstrekken van inlichtingen en documenten*

**Art. 29.** § 1. De in enigerlei vorm uit hoofde van dit decreet ontvangen inlichtingen vallen onder de geheimhoudingsplicht en genieten de bescherming waarin voor soortgelijke inlichtingen wordt voorzien overeenkomstig het Belgische recht dat van toepassing is in het Waalse Gewest en/of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen.

Deze inlichtingen kunnen worden meegedeeld met het oog op hun gebruik voor het nemen van invorderingsmaatregelen of bewarende maatregelen die betrekking hebben op de onder dit decreet vallende schuldvorderingen.

§ 2. De door de buitenlandse autoriteit verstrekte inlichtingen kunnen in het Waalse Gewest of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, ook voor andere dan de in § 1 bedoelde doeleinden worden gebruikt, indien de inlichtingen krachtens het recht van de lidstaat die de inlichtingen verstrekt, voor soortgelijke doeleinden kunnen worden gebruikt.

De door de bevoegde Belgische autoriteit verstrekte inlichtingen kunnen in de ontvangende lidstaat ook voor andere dan de in § 1 bedoelde doeleinden worden gebruikt, indien de inlichtingen krachtens het Belgische recht, dat van toepassing is in het Waalse Gewest of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, voor soortgelijke doeleinden kunnen worden gebruikt.

§ 3. Indien de bevoegde Belgische autoriteit van oordeel is dat de overeenkomstig dit decreet verkregen inlichtingen voor het in § 1 beoogde doel van nut kunnen zijn voor een derde lidstaat, kan zij deze inlichtingen aan die derde lidstaat doorgeven, mits die doorgifte geschiedt overeenkomstig de in dit decreet bepaalde voorschriften en procedures. Zij stelt de lidstaat waaruit de inlichtingen afkomstig zijn, in kennis van haar voornemen de inlichtingen met een derde lidstaat te delen.

Indien een buitenlandse autoriteit de bevoegde Belgische autoriteit in kennis stelt van haar voornemen om de verkregen inlichtingen die afkomstig zijn uit het Waalse Gewest of uit territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, en voor het in § 1 beoogde doel van nut kunnen zijn voor een derde lidstaat, kan de bevoegde Belgische autoriteit zich tegen het delen van die inlichtingen verzetten binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving van de buitenlandse autoriteit.

§ 4. Indien de inlichtingen afkomstig zijn uit het Waalse Gewest of uit territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, kan alleen de bevoegde Belgische autoriteit toestemming verlenen voor het overeenkomstig § 2 gebruiken van overeenkomstig § 3 doorgegeven inlichtingen.

§ 5. De in enigerlei vorm uit hoofde van dit decreet verkregen inlichtingen kunnen door alle autoriteiten in het Waalse Gewest of in territoriale of staatkundige onderdelen ervan, lokale onderdelen inbegrepen, als bewijs worden aangevoerd of gebruikt op dezelfde voet als soortgelijke inlichtingen die in het Waalse Gewest zelf zijn verkregen.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 30.** Dit decreet doet geen afbreuk aan de vervulling van een eventuele verplichting tot het verstrekken van ruimere bijstand uit hoofde van bestaande bilaterale of multilaterale overeenkomsten of regelingen, onder meer met betrekking tot de notificatie van gerechtelijke of buitengerechtelijke akten.

**Art. 31.** Elk verzoek tot invordering of bewarende maatregelen verricht door de Belgische bevoegde autoriteit overeenkomstig de artikelen 9 tot 13, schorst de verjaring wanneer het verzoek betrekking heeft op een natuurlijke persoon die zijn woonplaats buiten België heeft gevestigd of een rechtspersoon die buiten België haar maatschappelijke zetel, haar voornaamste inrichting of haar zetel van bestuur of beheer heeft. De schorsing vangt aan op de datum waarop het verzoek wordt ingediend bij de buitenlandse autoriteit en eindigt op de datum waarop de buitenlandse autoriteit meedeelt dat het verzoek afgehandeld is.

**Art. 32.** Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,  
Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waals Parlement, 616 (2011-2012), nrs. 1 tot 3.*

Bespreking

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 4 juli 2012.*

Stemming.